

Panoramique : Accueil et intégration
**« DANS L'ATTENTE, VEUILLEZ CROIRE,
MONSIEUR, À NOTRE DÉSINTÉRÊT
LE PLUS SINCÈRE »**

Focus
Expo au Musée Juif de Belgique
**Femmes voilées,
femmes parées**



Dédicace à

Pierre Bertrand

L'aimable directeur de la maison d'édition Couleur Livres nous a quittés fin 2022.

Engagé, ouvert d'esprit, accessible, il incarnait les valeurs de Couleur Livres, projet issu des éditions de Vie ouvrière, proche du monde associatif et des thèmes liés à l'immigration.

On se souvient que Couleur Livres a publié les essais de deux collaboratrices du CBAI : « Comprendre la culture arabo-musulmane » en 1998, puis « Présences tunisiennes en Belgique » en 2021.

Pierre Bertrand nous laisse un héritage fort pour inventer sans relâche une société plus égalitaire.

EDITO


Coordinatrice pédagogique
du secteur Formations CBAI Zoï **DETHIER**

Ceinture blanche large¹

En quête d'inspiration ? Envie de voir un magistral tour de force pure, de la rencontre interculturelle de haut vol ?

Alors, je vous recommande chaleureusement ce documentaire d'une heure, disponible sur la plateforme gratuite Auvio de la RTBF : *White Right : meeting the enemy*². Réalisé par Deeyah Khan, ceinture blanche large de l'approche interculturelle. Il m'a profondément touchée.

Khan est tombée dans la marmite du multiculturalisme quand elle était petite : de mère pachtoune (Afghanistan) et de père punjabi (Iran), ayant grandi en Norvège, puis en Grande-Bretagne, elle subit un tsunami de messages haineux, violemment sexistes et racistes à la fois, à la suite d'une interview donnée en faveur du vivre ensemble et devenue virale sur la toile. Au lieu de faire comme elle l'a appris depuis petite – avoir peur et se cacher –, elle choisit de partir à la Rencontre (avec un grand « R ») des personnes capables de ce genre de violences : pour avoir une chance de déjouer ce monstre de la haine, il faut pouvoir réellement comprendre de quoi il nourrit sa force, pense-t-elle.

Alors, comme le dit d'elle un animateur radio, elle développe l'art de « l'écoute extrême » ; forte de toute son intégrité, de sa réelle curiosité, et de son profond respect pour les humains qui portent cette culture haineuse, aussi atroce soit-elle. Et ça déménage : au cours du film, et de ses suites – car en interview, elle raconte la désertion de trois des principaux protagonistes de leur parti néo-nazi respectif. Balèze, la meuf ! 

White Right : meeting the enemy



[1] En judo et karaté : « choisie par certains maîtres après leur 10^e dan, une manière de marquer l'accomplissement du cycle. La couleur blanche de la ceinture symbolise le fait que celui qui la détient est en perpétuel apprentissage » (Wikipédia)

[2] <https://auvio.rtbf.be/emission/white-right-meeting-the-enemy-24502>

SOMMAIRE



Edito

<i>Zoï Dethier</i>	3
--------------------------	---

Panoramique

Accueil et intégration :	
« Dans l'attente, veuillez croire, Monsieur, à notre désintérêt le plus sincère »	6
Un impératif de contribution	8
<i>Entretien avec Pierre Verbeeren</i>	
Cause toujours !	13
<i>Marie Carmen de Zaldo</i>	
Suffit-il d'être autonome ?	16
<i>Noé Grenier</i>	
Les personnes « primo-arrivantes » : de qui parle-t-on ?	20
<i>Simon Debersaques</i>	
Parcours d'accueil : des pistes pour un mieux	26
<i>Valeria Lucera</i>	
Sujets de leur propre intégration	31
<i>Chloë Angé</i>	
Faites-vous-mêmes votre malheur !	34
<i>Danièle Crutzen et Danielle Henuset</i>	



Prochain dossier
Mars-avril 2023

**L'associatif
coûte-t-il trop
cher ?**

Info dessinée

Ici comme chez vous..... 38
Dessin de Barrack Rima, texte de Nathalie Caprioli

Focus Femmes marocaines. Entre éthique et esthétique

Femmes voilées, femmes parées..... 41
Entretien avec Paul Dahan

Texte sur photo

La fuite 46
de In Koli Jean Bofane © Massimo Bortolini

Accueil et intégration

« Dans l'attente, veuillez croire, Monsieur, à notre désintérêt le plus sincère »

Extrait d'une analyse de Migreurop, réseau euro-africain d'associations et de chercheurs qui décryptent les politiques migratoires européennes : « Aujourd'hui l'UE fait pour les exilé.es ukrainien.nes ce qu'elle a longtemps prétendu impossible : permettre la mobilité des personnes en quête de refuge et la reconnaissance de leurs droits plutôt que de chercher à les bloquer à tout prix. Cette brèche ouverte avec la mobilisation exceptionnelle dont font preuve aujourd'hui les Etats membres démontre que, contrairement à ce qu'elle a toujours dit, l'UE a la capacité d'accueillir un très grand nombre d'exilés »¹.

La Belgique a connu ce même élan d'accueil : depuis le 10 mars 2022, l'Office des étrangers a délivré 65.044 attestations de protection temporaire aux personnes déplacées en provenance d'Ukraine, selon les chiffres de Statbel du 8 février 2023².

Si l'accueil des réfugiés ukrainiens fonctionne bien, on pourra considérer à l'avenir qu'il sera difficile pour l'Etat belge de refuser ce nouveau modèle à d'autres populations. En attendant, l'Etat ne tire pas les conséquences des 7.000 condamnations de son agence Fedasil pour défaut d'accueil des demandeurs d'asile autres qu'ukrainiens... et laisse dormir dans les rues ou des squatts jusqu'à 3.000 hommes, femmes et enfants.

Comme développé dans ce dossier, accueillir et intégrer, c'est donner un statut et des droits, c'est laisser les personnes exilées, réfugiées, primo-arrivantes s'aider elles-mêmes, c'est aussi leur permettre de contribuer à la société.

[1] Cité par Pierre Tevanian et Jean-Charles Stevens, in « On ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». En finir avec une sentence de mort, éd. anamosa, 2022, p. 21.

[2] <https://statbel.fgov.be/fr/visuals/deplaces-ukrainiens>

PANORAMIQUE



© Eric de Mildt

Un impératif de CONTRIBUTION

Hiver 2023 aux portes du Petit-Château.

© Massimo Bortolini



Dans le discours ambiant, le gouvernement et des opinions publiques opposent les bons réfugiés (politiques) et les mauvais migrants (économiques). Au sein de la catégorie des demandeurs d'asile, on oppose aussi les personnes selon leur origine et leur religion... comme si on ne leur reconnaissait pas une humanité semblable. Comment comprenez-vous que ces distinctions se renforcent alors qu'elles ne collent pas au réel, alors aussi que les migrations économiques sont structurelles ?

Pierre Verbeeren : Les inégalités sont présentes partout dans le monde mais elles ne sont pas une fatalité. La prédation est le terme qui me permet le mieux de travailler politiquement la question des inégalités. Il existe des inégalités parce qu'il existe des prédateurs. Toutes les migrations dont on parle aujourd'hui sont des migrations qui n'arrangent pas les prédateurs, alors que celles qui restent dans un angle mort et qui sont pourtant nettement plus importantes en nombre, sont des migrations qui conviennent aux prédateurs. A savoir : les travailleurs détachés représentant de la main-d'œuvre au rabais sont bien plus nombreux en Belgique que les demandeurs de protection internationale. Autrement dit, les migrations choisies ne posent pas de problèmes, contrairement aux migrations qui lèsent les prédateurs.

Pour être clair, qu'appellez-vous les prédateurs ?

Pierre Verbeeren : J'appelle les prédateurs toutes les personnes attachées à leurs privilèges et au principe de méritocratie. C'est par exemple une entreprise prête à exploiter les ressources humaines et naturelles à moindre coût. Mais c'est aussi nous, qui sommes si attachés à

En 10 ans, le budget de Fedasil a quasi triplé pour atteindre les 850 millions d'euros ; aucun autre département n'a connu une telle augmentation de moyens. Pourtant, le gouvernement fédéral est dépassé en matière de politique d'accueil. Un constat qui pousse Pierre Verbeeren à bousculer les pratiques et les réflexes institutionnels. Pour le co auteur d'un livre en faveur d'une justice migratoire et le coordinateur pour la Région bruxelloise de l'accueil des Ukrainiens d'avril à septembre 2022, des solutions existent aux niveaux des régions, des communes, des citoyens et des communautés de migrants.



notre sécurité sociale que nous ne voulons pas la partager parce que nous estimons que nous ne pouvons pas nous le permettre. C'est une classe bourgeoise dominante qui n'a pas envie de voir arriver des étrangers qui tireraient son élite vers le bas. Ou encore, certains propriétaires qui préfèrent avoir un vide locatif plutôt que de conclure un bail avec quelqu'un qui aurait du mal à payer le loyer. Le mécanisme de prédation traverse ainsi le monde économique, social, professionnel. Nous sommes prêts à beaucoup pour ne pas voir nos privilèges remis en cause.

Pour agir sur les causes, je pense que nous aurons plus d'impact si nous travaillons sur la prédation plutôt que sur les inégalités. Il s'agirait de reconnaître que si des mécanismes d'exclusion et de discrimination sont à l'œuvre, c'est parce que le public touché ne nous intéresse pas. Et s'il ne nous intéresse pas, c'est parce qu'il n'apporte rien à notre bonheur, voire qu'il le menace. On estime qu'on n'en a pas besoin – sous-entendu, on a besoin des migrants « choisis ». Cette idée même de réduire l'autre à un besoin, c'est de la prédation.

Cette prédation induit une urgence quand des migrants dorment en rue ou dans des squatts. Comment répondre à cette urgence lorsque Nicole de Moor, la secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, admet qu'à défaut d'y arriver il faut travailler sur les flux migratoires¹, autrement dit sur le long terme ?

Pierre Verbeeren : L'analyse de Nicole de Moor est bonne. Il est temps de travailler sur les flux parce que, en termes de gestion de crise, elle a déjà fait beaucoup. Il faut reconnaître que jamais l'Etat n'avait organisé des places d'accueil pour 32.000 personnes, comme c'est le cas aujourd'hui. Son analyse est bonne... sauf qu'elle ne la met pas en place. Elle

devrait nommer un gestionnaire et lui donner les moyens d'agir, comme l'a fait à son échelle le gouvernement bruxellois pour l'accueil des Ukrainiens.

Vous avez été le coordinateur pour l'accueil des Ukrainiens durant 6 mois en 2022, disposant d'un budget important de 100 millions d'euros dégagé par le gouvernement régional de Bruxelles-Capitale. Considérez-vous ce projet pilote comme un modèle à reproduire ? Sachant qu'on reste dans la solution du court terme puisque les Ukrainiens ont reçu un statut de protection temporaire dans des conditions de vie instables...

Pierre Verbeeren : Premièrement, il m'est compliqué d'affirmer que c'est une bonne pratique alors qu'une évaluation n'a pas encore été réalisée par d'autres personnes que moi.

Deuxièmement, nous ne sommes pas dans le temporaire. Le gouvernement bruxellois a tout de suite choisi de marquer une rupture par rapport aux stratégies habituelles d'accueil et d'attente du retour au pays. Il a opté pour une stratégie d'intégration immédiate des Ukrainiens dans le tissu bruxellois, conscient que, selon les statistiques, parmi les gens qui fuient une situation de conflit et arrivent dans un pays où les standards de vie sont plus élevés, plus de 50 % d'entre eux restent dans le pays d'accueil. Il faut noter que cette rupture de paradigme assumée par le gouvernement bruxellois n'existe nulle part ailleurs en Europe.

Le gouvernement bruxellois a réalisé une deuxième rupture de paradigme en soutenant les citoyens dans leurs capacités à être hospitaliers. L'hébergement citoyen n'est pas le constat d'un manquement de l'Etat, mais bien une partie de

la réponse à donner. Et là où le gouvernement flamand paie directement l'hospitalier, le gouvernement bruxellois a décidé que les Ukrainiens recevant le revenu d'intégration sociale paieront eux-mêmes les frais de logement aux hébergeurs. Il est évident que le gouvernement ne peut pas donner aux Ukrainiens à la fois une aide financière (l'équivalent du revenu d'intégration) et une aide matérielle avec le logement, sinon il serait confronté à un souci majeur de cohésion sociale

en termes de « deux poids, deux mesures » – car elles sont nombreuses les personnes qui voudraient qu'on prenne aussi leur loyer en charge !

Pourtant, on n'a pas évité le « deux poids, deux mesures » pour l'accueil des migrants, selon qu'ils soient Ukrainiens ou non.

Pierre Verbeeren : Pour obtenir un statut de séjour, tous les migrants doivent faire la demande et attendre que leur dossier soit examiné. Les Ukrainiens n'ont pas eu besoin d'attendre cet examen. Ils ont obtenu immédiatement un statut de protection temporaire². Cela s'explique par les choix stratégiques européens basés sur la prédation sur l'Ukraine de demain – une logique qui n'a pas marché pour les Syriens.

La question qui se pose en Belgique touche à la cohésion sociale. On peut continuer à protester contre le « deux poids, deux mesures ». Ou on peut considérer que si l'accueil des Ukrainiens fonctionne bien aujourd'hui, il sera difficile à l'avenir de le refuser à d'autres populations. Par conséquent, le sens et le récit de cette expérience d'accueil des Ukrainiens sont importants à expliquer, en tant que laboratoire social qui nous permettra de définir des modalités d'intervention. Mon rôle d'acteur social et politique consiste à chercher comment réussir ce défi dans un contexte favorable, puisque l'opinion publique semble d'accord d'accueillir les réfugiés ukrainiens. Si nous échouons, nous porterons une responsabilité déterminante dans le fait que les réfugiés suivants n'auront pas accès à la même attention, ni même peut-être à un contexte favorable.

Voici le sens de l'action : nous avons réussi à universaliser la captation d'immeubles vides pour les transformer en hébergements collectifs. Nous avons aussi réussi à mettre en place une approche communautaire – et non communautariste – en ce sens que nos actions ont été

Rue Montoyer à Bruxelles, la communauté ukrainienne a installé un centre culturel dans ce bâtiment prêté par le gouvernement bruxellois.



© Massimo Bortolini

menées avec les Ukrainiens. Dit autrement, c'est la solution ukrainienne qui a été privilégiée.

Pouvez-vous donner des exemples ?

Pierre Verbeeren : Nous avons mis en place des groupes de travail (pour l'accès à l'emploi, à l'école, à l'information, à la santé, à la protection, ...) où un Ukrainien assiste chaque directeur ou directrice générale dans la conception des politiques menées, ce qui nous garantit d'avoir les pieds dans la réalité de la communauté concernée. Résultat: alors qu'Actiris aurait pu organiser des *Job Days*, la communauté ukrainienne s'en est chargée. Deux semaines plus tard, l'information circulait à travers les réseaux sociaux de la communauté, et des centaines de participants ont assisté à l'événement. En comparaison, des *Job Days* institutionnalisés auraient mis trois mois à être organisés, avec probablement moins de personnes qui y participent.

Autre exemple : alors que les structures d'hébergement collectif sont généralement gérées par le Samu social, la Croix-Rouge, la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés, etc., plusieurs centres d'hébergement collectifs sont pilotés par la communauté elle-même. Nous avons aussi mis à disposition un espace de 12.000 mètres carrés où les réfugiés s'auto organisent autour d'activités diverses comme le yoga, des cours extrascolaires, de la danse, du théâtre en ukrainien.

En mai 2022, quand les médias ont commencé à dire que l'accueil se passait mal, que les hébergeurs n'en pouvaient plus, ou que des Ukrainiens buvaient leur revenu d'intégration du CPAS – tous des cas réels, mais qui sortaient du lot –, nous avons réuni des représentants de la communauté pour envisager des solutions. En une semaine, ils ont édité et diffusé une charte de bonne conduite de l'Ukrainien chez l'hébergeur. Des équipes mobiles ont aussi entrepris une médiation entre hébergeurs et Ukrainiens en relations problématiques, et en cas d'échec elles ont organisé la sortie des Ukrainiens. Ces solutions ne peuvent être pensées

autrement que par la communauté, sans pour autant verser dans le communautarisme, j'insiste.

Nous souhaitons modéliser cette approche communautaire et faire en sorte de reconnaître le fait des communautés et de leur culture. Par crainte du communautarisme, les politiques de cohésion sociale actuelles ont décidé qu'il n'y avait pas de communautés. Or, c'est sur les racines intracommunautaires que des synergies peuvent se créer.

Si cette approche communautaire de l'intégration devient un modèle, ne risque-t-elle pas d'entrer en contradiction avec le parcours de citoyenneté des primo-arrivants que finance ce même gouvernement régional bruxellois ?

Pierre Verbeeren : Ces deux modèles d'intégration ne sont pas contradictoires mais complémentaires. Dans le modèle du parcours citoyen pris en charge par les BAPA (Bureaux d'accueil des primo-arrivants) francophones qui travaillent selon une approche individuelle, il n'est pas question de donner une responsabilité aux communautés. Mais ce n'est pas parce que les BAPA ne s'en occupent pas, qu'on ne peut pas soutenir une logique communautaire par ailleurs, afin d'améliorer l'existant.

Les BAPA ne sont pas construits pour intervenir dès l'arrivée des personnes ; ils sont construits pour répondre à une commande politique de stratégie d'intégration, pensée de manière normative, où l'on explique le cadre aux primo-arrivants : par exemple, comment fonctionnent une mutuelle, Actiris, la police, etc. Cela dit, il est intéressant de savoir que les BAPA regrettent de ne pas être l'outil de soutien à l'installation des nouveaux arrivants. Ils souhaiteraient en effet œuvrer davantage pour un projet d'émancipation. Et d'ailleurs, ils y travaillent. Il n'y a pas d'opposition. Au contraire, cette dynamique leur donne une nouvelle légitimité pour proposer et négocier ce rôle auprès du pouvoir politique.



© Massimo Bortolini

Dans le livre que vous avez co-signé avec François Gemenne, vous écrivez que « l'impératif d'intégration [des migrants] doit changer de nom et devenir un impératif de contribution »³. Comment faire, sachant notamment que le parcours d'intégration au sein des BAPA affiche de faibles résultats en termes insertion socioprofessionnelle⁴ ?

Pierre Verbeeren : Mon mantra : l'intégration des migrants dans le tissu socio économique est l'avenir du dialogue social. Selon moi, le dialogue social patine parce qu'on ne trouve plus d'intérêt commun aux syndicats et aux fédérations patronales. Or, je pense que ces acteurs pourraient se retrouver autour de la question migratoire. Par conséquent, le rôle du politique est de demander aux partenaires sociaux de travailler cette question secteur par secteur et aux niveaux interprofessionnels.

C'est aussi une proposition du livre de se rendre compte que la politique d'intégration ne sera pas efficace tant que

le ministère de l'Intérieur restera le centre de gravité de la politique migratoire. Il faut que la question migratoire sorte du périmètre de l'Intérieur, comme cela avait été décidé dans la sixième réforme de l'Etat... sans être concrétisé dans les faits. A mes yeux, les communes et régions étant confrontées aux migrations, c'est à leur niveau que se trouvent des solutions. Le transfert de centre de gravité des politiques migratoires vers les régions et vers les communes est d'ailleurs en cours par endroits (New York, Berne, Zurich) où l'on voit fleurir l'idée des cartes d'identité citoyennes délivrées par la localité et non plus par l'Etat.

En Belgique, des détracteurs de la politique d'accueil tirent à boulet rouge sur le gouvernement fédéral. Pourquoi ? L'accueil des Ukrainiens est intéressant à cet égard : c'est la première fois que nous avons un dispositif où les communes, les régions et les communautés sont au centre du mécanisme d'accueil. Dans ce laboratoire social, l'ensemble des compétences s'est retrouvé autour de la table où chacun a pris ses responsabilités. Pour la première fois, le fédéral a reconnu qu'il devait financer la Région bruxelloise pour l'impact que les politiques migratoires avaient sur son territoire. Est-ce une manière pour le fédéral de se déresponsabiliser, comme le dénoncent des asbl ? Tout dépend comment on l'organise ! ■

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli**

[1] Nicole de Moor interviewée par Thomas Gadisseux, le 07/12/22, RTBF La Première : « On a aujourd'hui 32.000 places d'accueil, mais c'est clair que, même avec la création de places supplémentaires on ne va pas y arriver. On doit travailler sur l'afflux aussi. Beaucoup de demandeurs d'asile demandent l'asile dans notre pays, alors qu'ils l'ont déjà fait dans d'autres Etats membres et ce n'est pas la Belgique qui est responsable de leur accueil ».

[2] Prévue par une directive européenne de 2001, la protection temporaire n'a été appliquée pour la première fois qu'à l'égard des Ukrainiens, malgré les demandes répétées d'associations de défense des droits des migrants en faveur des Afghans en 2001 et des Syriens en 2011.

[3] François Gemenne et Pierre Verbeeren, *Au-delà des frontières. Pour une justice migratoire*, éd. Liberté j'écris ton nom CAL, 2018, p. 92.

[4] Voir l'article en pages 26-30 concernant l'étude sur l'impact, l'efficacité et la qualité du parcours d'accueil, basée sur une enquête auprès de 500 primo-arrivants menée en 2022 par le CRAcs.

CAUSE toujours !

Que devient la démocratie quand le droit ne produit pas d'effet, autrement dit quand le pouvoir exécutif se fiche des pouvoirs législatif et judiciaire ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit : malgré plus de 7.000 condamnations de Fedasil pour défaut d'accueil, rien ne s'améliore pour les demandeurs d'asile.

*Enterrement symbolique de l'Etat de droit organisé par des avocates impliquées dans le dossier de l'accueil des étrangers.
1^{er} décembre 2022, devant le cabinet du ministre de la Justice.*



© Ligue des Droits Humains



Pour paraphraser ce que dit David Van Reybrouck¹ au sujet de notre relation à la démocratie et à la vie politique, nous sommes passés d'une époque « d'apathie et de confiance » (le monde de 1960), à une époque « d'enthousiasme et de méfiance ». Ne peut-on en dire autant de notre relation au droit et au recours à la loi ? En matière de droit des étrangers,

comment réagir autrement face à la non volonté de Fedasil (l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile) de respecter son mandat puis, dans un second temps, face à son refus d'exécuter les décisions de justice la condamnant ?

La loi est bonne, mais pas appliquée

Ceux qui connaissent le mieux les lois sur le droit des étrangers aujourd'hui sont soit les juristes spécialisés et les avocats, soit les étrangers. Mais ici, savoir n'est plus synonyme de pouvoir. Les demandeurs d'asile sont enthousiastes et à la fois méfiants. Enthousiastes à l'égard d'une loi qui les protège et leur assure une vie digne, le temps d'une procédure parfois longue. Méfiants vis-à-vis des modalités de l'application de cette loi. L'actualité nous montre qu'ils ont aujourd'hui, de manière aiguë, besoin des avocats et des associations pour défendre leurs droits.

La législation belge en matière de protection internationale est certes évolutive selon les tendances politiques, mais ce n'est pas sa complexité qui la rend inefficace. Elle est claire et limpide. Le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays².

Chaque étranger, en situation de fuite de son pays, est potentiellement un réfugié. Il a le droit de demander l'asile, ainsi que, le temps d'effectuer sa procédure auprès des instances d'asile belges, le droit à une aide sociale (sous la forme d'un hébergement), juridique et médicale.

La loi : ineffective par choix politique

Depuis octobre 2021, les associations tirent le signal d'alarme. Des demandeurs d'asile restent à la rue sans possibilité d'hébergement. Le dédain du gouvernement vis-à-vis de son obligation légale première s'aggrave d'un sentiment d'impunité vis-à-vis des condamnations judiciaires. Il parle de « crise de l'accueil » comme s'il n'était pas en faute, comme s'il s'agissait de la faute des migrants trop nombreux...

La loi : transgressée et niée par déresponsabilisation

En effet, depuis janvier 2022³, il est reconnu judiciairement que l'État belge ne respecte plus sa propre législation. Or, il s'agit d'un choix politique réel, inversement mis en lumière par le mouvement massif d'organisation d'infrastructures diverses mis en place pour l'accueil des migrants ukrainiens.

Poussant au bout ce choix politique de ne pas appliquer la loi sur l'accueil de demandeurs d'asile, il n'apparaît pas scandaleux au gouvernement que son administration (Fedasil) ne paye pas les astreintes auxquelles elle est condamnée par les juridictions belges. Il fait le choix de se mettre hors la loi, reléguant le droit et son principe contraignant à la futilité d'un bibelot posé sur une étagère, à utiliser ou pas en fonction des objectifs peu reluisants de conquêtes électorales. Par peur de perdre la légitimité de son action à travers une baisse de représentativité électorale, il n'agit pas, et se met même hors cadre. S'accrocher aux branches de l'arbre démocratique en faisant peser cette peur de tout son poids sur les mécanismes d'action revient à dire : « Le plus important, les amis, c'est que je reste au pouvoir ; le plus important, les amis, c'est que le gouvernement reste gouvernement ». Il est dans le paradoxe

dénoncé par Van Reybrouck de la crise démocratique simultanée de légitimité et d'efficacité⁴. Il s'empêche d'agir par peur de perdre une légitimité déjà en crise.

Pour la Ligue des Droits Humains, il ne s'agit donc pas d'une crise de l'accueil, mais d'un choix politique, lié à une crise démocratique pour le dire selon les mots de Van Reybrouck, ou lié à une pratique d'un Etat en dérive de populisme, qui place les demandeurs d'asile, selon les mots de Béatrice Delvaux dans son éditorial du *Soir* du 23 décembre 2022, en situation de « boucs émissaires des populistes ».

Garder la confiance en la démocratie garante du droit

Mais comment obtenir une protection en Belgique si même le droit à vivre dignement pendant la procédure d'asile n'est pas respecté par l'Etat belge ? Comment garder la confiance en cet Etat qui se comporte de manière telle que la Cour européenne des droits de l'Homme est obligée d'intervenir en lui donnant des injonctions ?

Ces réfugiés qui arrivent en Belgique, amputés d'une partie de leur vie, devraient être sous protection de la loi. Ils arrivent en Belgique avec leur foi dans le bon fonctionnement de nos institutions, de nos valeurs démocratiques, et du droit à l'accueil présent dans la directive Accueil. Ils ravivent l'esprit de nos lois.

L'esprit des lois

En effet, les lois existent et sont sous-tendues par des valeurs. N'oublions pas que la Convention de Genève de 1951 sur les réfugiés est née, après la Seconde Guerre mondiale, du constat qu'on ne voulait « Plus jamais ça ! » : ce constat que la guerre avait jeté des centaines de milliers de réfugiés sur les routes sans qu'aucun Etat ne leur assure une protection. Ces lois existent-elles encore ? Ou ne reste-il que leur esprit flottant dans les couloirs du « Palais des droits », ce squatt de fortune investi par 700 demandeurs et demandeuses d'asile

laissées à la rue. Logiquement, légalement, l'Etat belge est contraint par une obligation de résultat. C'est pourquoi ces personnes gardent confiance. Elles sont dans le froid, la faim, et la maladie, confiantes dans la puissance d'une loi qui peut sauver leur vie, à condition d'être appliquée. Aristotéliennes malgré elles, ces personnes gardent en elles la foi dans une logique qui, pour l'instant, n'existe qu'en puissance et non en acte.

Au Palais des droits

L'esprit des lois est rappelé ici, au « Palais des droits ». Il s'applique ici, pour de vrai. Sans gouvernement. Avec l'aide des militants, des citoyens, des associations, et surtout des avocates et avocats qui se sont astreints au travail bénévole organisé. Pour tenir ce squatt en état d'accueillir sans aide du gouvernement et dans des conditions humaines et matérielles désastreuses 700 personnes de cultures différentes. Ils font vivre en pleine actualité⁵ les principes de solidarité, de fraternité, et de dignité que notre législation sur l'accueil des demandeurs d'asile visait à mettre en œuvre.

Mais cet esprit de la loi n'est aujourd'hui plus qu'un parfum, un vœu, un « à tes souhaits ! » à celles et ceux qui éternuent de froid dans le squatt à Schaerbeek. Les avocats n'osent plus rien promettre. Pour marquer leur indignation, ils ont célébré en grande pompe la « mort symbolique de l'Etat de droit »⁶ sous les fenêtres du ministre de la Justice, puis les « misères de l'hiver »⁷. La Ligue des Droits Humains continue à les soutenir dans leur action. ▀

[1] David Van Reybrouck, *Contre les élections*, éditions Babel, 2014.

[2] Cf. fiche pratique de l'ADDE, fiche asile.
<https://www.adde.be/ressources/fiches-pratiques/asile/le-statut-de-refugie>
[3] www.rtbef.be/article/letat-belge-condamne-pour-sa-mauvaise-gestion-de-lasile-et-de-laccueil-10919350

[4] D. Van Reybrouck, *op. cit.*, pp. 16-17.

[5] Ecoutez sur Auvio (25/12/22) le récit de Gauthier qui squatte un bâtiment insalubre parce que l'Etat ne le loge pas : auvio.rtbef.be/media/veus-gauthier-squatte-un-batiment-insalubre-parce-que-letat-ne-le-loge-pas-2978141

[6] www.rtbef.be/article/asile-des-avocats-font-part-symboliquement-du-deces-de-letat-de-droit-au-ministre-de-la-justice-11115288

[7] www.levif.be/societe/miseres-dhiver-un-faux-marche-de-noel-denonce-la-crise-de-laccueil/

Suffit-il d'être **AUTONOME ?**

*Sur quels principes reposent les politiques d'accueil et d'intégration à Bruxelles ? Comment sont-elles censées agir ?
Cet article est une courte réflexion sur ces questions.
Il se base sur les pratiques de recherche et d'évaluation que le CRAcs mène sur le parcours d'accueil pour les personnes primo-arrivantes à Bruxelles depuis sa création.*



u'il s'agisse de l'accueil francophone, ou de l'*inburgering* [citoyenneté] néerlandophone, les politiques destinées à favoriser l'installation et l'intégration des personnes

migrantes prennent à Bruxelles des formes similaires : un parcours individuel composé de formations linguistiques et de formations sur la société d'accueil. Cela n'a pas toujours été le cas. Dès leurs premiers balbutiements, les politiques d'intégration ont manifesté des divergences d'approches entre les parties néerlandophones et francophones, mais aussi entre les groupes politiques.

Un bref retour en arrière

En Région flamande, le pilier chrétien a d'abord développé une approche multiculturaliste, fondée sur la promotion

d'une vision positive de la migration, pour contrer les premiers succès électoraux de l'extrême-droite. Du côté francophone, longtemps dominé par le pilier socialiste, l'intégration des personnes migrantes s'est imposée plus tardivement à l'agenda politique. Elle s'est d'abord posée en termes d'inégalités socio économiques et a été marquée par une réticence à promouvoir des politiques spécifiquement adressées aux personnes migrantes, tant par peur d'une stigmatisation de ces dernières que pour affirmer la prééminence des difficultés sociales sur les difficultés liées à l'allochtonie¹. Ces approches se traduisaient toutes deux par un dispositif de soutien à la société civile, tout en différant sur la reconnaissance ou non d'associations de migrantes et de migrants réunies sur base d'une origine commune.

C'est le pilier libéral qui, en Flandre comme à Bruxelles, a d'abord plaidé pour mettre en place des parcours individuels. L'arrivée du parti libéral au gouvernement flamand est d'ailleurs à l'origine de la création en 2003 du parcours



Orienter les personnes primo-arrivantes dans le labyrinthe institutionnel : un des enjeux du parcours d'accueil.

Inburgering, qui constitue aujourd'hui l'épine dorsale de la politique d'intégration flamande. A Bruxelles, c'est pourtant un gouvernement en partie socialiste et écolo qui mettra finalement en place un « parcours d'accueil » individuel en 2013. Mais pour les défenseurs du décret de 2013, ce parcours doit se démarquer clairement du parcours *Inburgering*: le parcours d'accueil vise un objectif d'intégration socio économique et non un objectif d'intégration culturelle.

Plusieurs politiques, un seul paradigme d'action

Aujourd'hui, le parcours individuel, qu'on le nomme d'accueil, d'intégration ou d'*Inburgering*, est devenu le modèle générique des politiques d'intégration en Belgique. Selon les entités, il a été porté par des formations politiques très différentes et a été soutenu au nom d'idéologies tout aussi différentes. Pourtant, les parcours existants en Belgique ne se

distinguent que très peu dans leurs aspects formels. Est-ce à dire que les aspects formels des politiques d'intégration sont insignifiants ? Peut-être pas tout à fait. Les parcours individuels, bien qu'ils furent portés par des groupes politiques différents, sont le signe d'un même paradigme d'action qui s'est imposé au fil des dernières années comme le paradigme dominant et qui peut être résumé en trois concepts clés : il est généraliste, tout en étant focalisé sur les ressources individuelles, dans une approche « capacitante ».

Ce paradigme d'action est centré sur une approche individuelle et capacitante, dans le sens où les ressources et les capacités que les personnes migrantes peuvent mobiliser au cours de leur insertion dans la société d'accueil constituent précisément le domaine d'action de la politique d'intégration. Ce paradigme se donne d'abord à voir dans la façon dont sont définis les objectifs des politiques d'intégration. A Bruxelles le parcours d'accueil doit permettre aux personnes primo-arrivantes de devenir « autonomes »,

en vue d'accroître leur participation culturelle, sociale et économique. Pour la Communauté flamande, «le parcours d'intégration civique permet aux intégrants d'accroître leur autonomie». Les actions mises en place pour atteindre cet objectif d'autonomie sont globalement semblables dans les deux cas : une obligation de suivi, des cours de langue et des formations «à la citoyenneté» ou d'«orientation sociale»². Ce même type d'actions est proposé à tous les bénéficiaires de ces politiques, c'est aussi en cela qu'on peut dire que ce paradigme d'action est généraliste³.

A priori, le postulat qui sous-tend ces actions semble pertinent. Les primo-arrivants s'installent dans un pays dont ils ne connaissent pas forcément les langues, les aspects pratiques de la vie quotidienne, et très probablement pas l'inénarrable fonctionnement institutionnel. En palliant ces manques, les parcours individuels permettraient aux personnes migrantes de s'orienter elles-mêmes dans la société d'accueil, d'effectuer elles-mêmes leurs démarches d'insertion et de s'adresser à d'autres dispositifs généralistes (ISP, Actiris, Équivalence de diplômes, promotion sociale, etc.). En quelque sorte, l'autonomisation des individus serait le moyen d'assurer une égalité des chances.

L'objectif d'autonomie à l'épreuve du terrain

Lorsque le CRAcs a commencé en 2021 à mener des enquêtes auprès des bénéficiaires du parcours d'accueil francophone, un des constats saillants était la très grande satisfaction de ces derniers quant à l'offre du parcours : 97 % estimaient que le parcours était de bonne ou très bonne qualité, et 84 % le trouvaient très utile ou extrêmement utile. Ces indicateurs qui laissent penser que le parcours d'accueil rencontre en effet certains des besoins des personnes primo-arrivantes doivent être mis en balance avec d'autres résultats : le faible impact du parcours d'accueil sur l'accès à

l'emploi, des difficultés majeures de logement sur lesquelles le parcours d'accueil n'a pas d'effet positif ou encore la difficulté du parcours d'accueil à contrebalancer l'effet négatif d'une mauvaise connaissance du français sur l'installation des primo-arrivants⁴.

En résumé, ces premiers résultats confirment la pertinence d'une approche capacitante, mais font planer des doutes sur son efficacité – ce qui est assez paradoxal. La recherche que le CRAcs a menée en 2022⁵, basée sur des récits de vie de personnes primo-arrivantes permet d'éclairer ce paradoxe. Bien que les personnes interrogées s'accordent à dire que le parcours d'accueil les a aidées à mieux comprendre la société d'accueil et à mieux se débrouiller, leurs récits de vie font néanmoins apparaître que ces ressources nouvellement acquises pèsent bien peu face aux difficultés systémiques qu'elles rencontrent. Il y a d'abord les exclusions systémiques : les discriminations directes, les inégalités de genre, le manque d'inclusivité des différents services d'insertion pour des personnes d'origine étrangère maîtrisant peu le français ou le néerlandais, ou encore l'exclusion du marché de l'emploi qui renforce l'exclusion du marché du logement. Mais il y a aussi l'inadéquation entre le fonctionnement des services généralistes vers lesquels les personnes primo-arrivantes s'orientent et les réalités de ces dernières : cela se ressent particulièrement en ce qui concerne l'insertion socioprofessionnelle, qu'il s'agisse de la validation des diplômes et des compétences, l'accès à la formation ou encore l'accès à l'emploi.

Transversalité et inclusivité : deux enjeux pour la société d'accueil

Ces résultats mettent en évidence deux présupposés des politiques d'intégration focalisées sur l'approche capacitante. Cette approche présuppose que :

*L'approche capacitante
est sans doute pertinente,
mais elle n'aura pas d'effet
si l'inclusivité de la société
n'est pas améliorée.*

- La société est suffisamment accueillante ou inclusive pour que des migrants et migrantes autonomes puissent s'y insérer
- Les autres dispositifs ou politiques publiques sont suffisamment adaptés aux réalités spécifiques des personnes migrantes.

Or, force est de constater que ces deux conditions ne semblent pas réunies pour que l'autonomisation des primo-arrivants constitue un objectif pertinent pour réaliser une meilleure insertion et une meilleure participation.

Nous serions tentés de formuler la proposition suivante: l'approche capacitante est sans doute pertinente, mais elle n'aura pas d'effet si l'inclusivité de la société n'est pas améliorée. Les politiques d'intégration gagneraient donc à combiner l'approche capacitante actuelle avec d'autres approches, notamment en envisageant l'articulation entre autonomie individuelle et inclusivité collective.

Cette proposition n'est pas tout à fait nouvelle. De plus en plus de publications, qu'elles émanent de chercheuses ou chercheurs universitaires, d'instituts de recherche ou d'administrations européennes⁴, promeuvent la notion de *mainstreaming* (ou de transversalité) pour les politiques d'intégration : il s'agit de considérer que la diversité liée à la migration est un sujet *mainstream*, c'est-à-dire transversal à tous les domaines de la politique publique : « plutôt que de traiter l'intégration des migrants comme un domaine politique institutionnalisé et séparé, la gouvernance de la diversité liée à la migration est traitée – dans une stratégie de *mainstreaming* – comme une partie intégrante de domaines politiques génériques »⁶. Autrement dit, plutôt que de se contenter d'une politique publique spécifique, adressée au groupe cible des personnes migrantes, tel qu'un parcours

d'accueil, l'approche *mainstream* ou transversale consisterait à intégrer une attention spécifique à l'intégration des personnes migrantes dans les dispositifs génériques, tels que les politiques de logement, ou d'insertion

socioprofessionnelle, pour n'en citer que deux.

S'il peut sembler nécessaire de compléter les approches actuelles centrées sur des parcours individuels dotés d'un objectif d'autonomie avec une approche transversale dotée d'un objectif d'inclusivité, un tel changement de paradigme ne pourra toutefois pas se faire sans se heurter à de nombreux défis en contexte belge. Parmi ceux-ci, l'éclatement des compétences entre Communautés, Régions et Etat fédéral, la tendance des politiques publiques à fonctionner «en silo»⁷, et – au moins du côté francophone – une culture politique qui répugne parfois à dévier, même un peu, des approches généralistes⁸ au nom d'idéaux universalistes, seront sans doute les plus délicats. ▀

[1] Le fait de ne pas être originaire du pays dans lequel on habite. Le terme a beaucoup été employé dans les politiques d'intégration flamandes, et renvoie notamment à la question des distances culturelles.

[2] Dans le cas du parcours francophone, un accompagnement social individuel est aussi proposé. Dans la politique flamande, l'accompagnement se limite à faciliter le bon suivi du parcours.

[3] L'accompagnement individuel peut tempérer cet aspect, en apportant des solutions adaptées aux besoins spécifiques de chacun et chacune.

[4] www.cbai.be/rapport-cracs-primo-arrivants-recherche-parcours-dacueil-complet-2021/

[5] La communication de la Commission européenne de 2020 sur le « plan d'action Intégration et Inclusion 2021-2027 » marque une nette inflexion en ce sens, par rapport à la première communication de 2003 qui «inaugurait» les politiques d'intégration en Europe.

[6] C'est nous qui traduisons. Westerveen, L., van Breugel, I., Adam, I. et al. *Mainstreaming or retrenchment? Migration-related diversity in Dutch and Flemish education policies*. CMS 10, 31 (2022).

[7] Par silotage des politiques publiques on entend, d'une part, les différents niveaux de pouvoir existants en Belgique, instituant des compétences exclusives ou partagées, d'autre part, la difficulté d'interaction entre ces niveaux de pouvoir et de compétences.

[8] Une même offre pour toutes et tous.

Les personnes primo-arrivantes

De QUI parle-t-on ?

Au tournant des années 2000, la question de l'accueil des personnes migrantes est arrivée à l'agenda des politiques européennes, donnant naissance à de nouveaux dispositifs institutionnels et, avec eux, de nouvelles catégories sociales. En Belgique francophone, l'ouverture des Bureaux d'intégration au cours des années 2010 a fait émerger un nouveau public ciblé par les politiques publiques : les personnes « primo-arrivantes ». À partir de données sur ce public à l'échelle de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) et des Bureaux d'accueil bruxellois francophones (BAPA), nous tentons dans cet article de tracer la diversité de leurs profils.

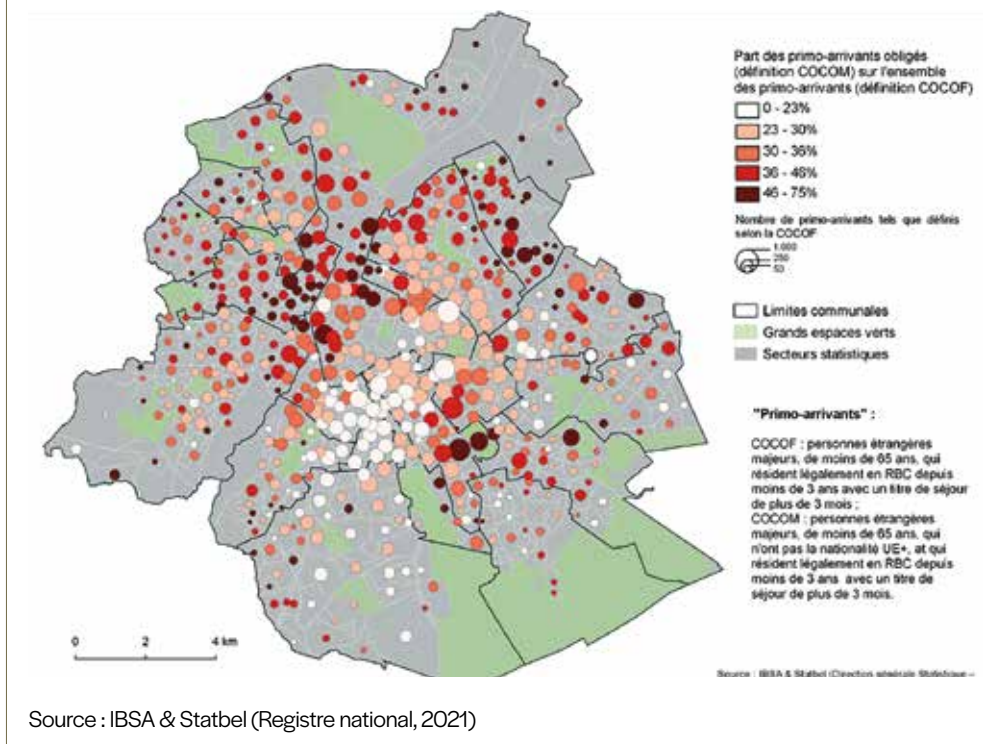


adjectif qualifiant
des personnes de «primo-arrivantes» désigne
dans le langage courant une
personne étrangère arrivée relativement récemment en Belgique. A l'inverse des hyperonymes tels que « migrants » ou « étrangers », ce vocable est avant tout une catégorie administrative désignant le public ciblé par les
Parcours d'accueil ou d'intégration¹.

L'intégration des personnes étrangères en situation régulière étant une matière dévolue aux Communautés, transférée dans les faits aux Régions, sa définition précise varie entre ces dernières.

Dans le décret relatif au « Parcours d'accueil pour Primo-arrivants » de la *Commission communautaire francophone* (2013), la personne primo-arrivante est définie à Bruxelles comme « toute personne étrangère majeure, de moins de 65 ans, séjournant légalement en Belgique depuis moins de trois ans, inscrite pour la première fois au registre des étrangers d'une commune du territoire bilingue de la Région de Bruxelles-Capitale, et disposant d'un titre de

**Figure 1 : Géographie des personnes primo-arrivantes
comme définies par la Cocof et la Cocom.**



séjour de plus de trois mois » (art.2). En d'autres mots, ce public ne constitue qu'une fraction de la population étrangère bruxelloise : les étrangers « régularisés » (en possession d'un titre de séjour de plus de 3 mois), « récents » (séjournant depuis moins de 3 ans) et « actifs » (majeurs de moins de 65 ans). Par ailleurs, comme la personne migrante ne devient primo-arrivante qu'à partir du moment où son séjour est autorisé, l'accès au parcours d'accueil – et donc son statut de primo-arrivant – peut prendre en Belgique des mois, voire des années, comme en témoigne aujourd'hui la crise de l'accueil des demandeurs d'asile.

Un public cible important

Alors que les étrangers de 18-64 ans en situation régulière représentent un peu plus d'un quart de la population bruxelloise (26 % en 2017), la part des personnes primo-arrivantes au 1^{er} janvier 2021 était de 8 %, soit 99.451 personnes². En considérant que ce dernier chiffre constitue un stock (le nombre de personnes sur un territoire à une date donnée), le flux annuel de personnes qui deviennent primo-arrivantes s'élève donc à un peu moins de 33.000 (au vu de la définition de ce public cible). Toutefois, depuis l'entrée en vigueur en 2022 de l'obligation de suivi du parcours d'accueil à Bruxelles (Ordonnance Cocom, 2017), et de

l'élargissement du public (modification du Décret Cocof 2013), le parcours d'accueil distingue dorénavant deux types de public : d'une part, le public dit « obligé », à savoir grossièrement les personnes primo-arrivantes issues des pays hors-UE³ ; et d'autre part, les publics dit « ayants-droit », à savoir autant les personnes primo-arrivantes exemptées, mais intéressées ou contraintes par d'autres dispositifs (par exemple, par le CPAS dans le cas de la demande de revenu d'intégration sociale ou RIS), que les étrangers intéressés ou contraints par d'autres dispositifs (par exemple, dans le cadre du code de la nationalité). En ne prenant que l'unique critère d'exemption de la nationalité⁴ (surestimation), la part du public « obligé » au 1^{er} janvier 2021 était de 2,5 % de la population bruxelloise, soit 32.245 personnes. La part du public « ayant-droit » est plus difficile à estimer, mais correspond théoriquement à celle des étrangers de 18-64 ans (cf. *supra*).

Répartition des primo-arrivants en Région bruxelloise

La carte ci-dessus (figure 1), comparant la géographie résidentielle des personnes primo-arrivantes « obligées » telles que définies par la Cocom (avec l'unique critère

d'exemption de la nationalité) à celle de l'ensemble des personnes primo-arrivantes telles que définies par la Cocof, nous montre que ces premiers résident majoritairement dans les quartiers pauvres du centre-ville et de la première couronne ouest. Ils sont par contre sous-représentés dans les quartiers de la première couronne est, où résident majoritairement les personnes primo-arrivantes issues des pays de l'UE (Institutions européennes). La concentration autour des campus universitaires d'Ixelles-Etterbeek (ULB-VUB) reflète en grande partie les étudiantes et étudiants – pour la plupart suspendus et/ou exemptés de l'obligation de suivi, tandis que la commune d'Evere compte, elle, une communauté indienne résidant à proximité des firmes du secteur des technologies de l'information et de la communication⁵.

Une diversité de bénéficiaires

Dépassons maintenant le public cible pour en venir plus précisément aux bénéficiaires du parcours d'accueil bruxellois francophone. Les chiffres sur lesquels s'appuie cette présentation concernent les bénéficiaires ayant été admis entre 2016 (ouverture des bureaux d'accueil francophones) et 2021 (dernière année sans obligation de suivi), à savoir 11.621 personnes. Le flux annuel se situe entre 2.000 et 2.500 personnes admises dans les bureaux d'accueil francophones⁶.

Au niveau sociodémographique, on observe tout d'abord une dominance féminine depuis 2018 qui tend aujourd'hui

à se stabiliser à 57 %, alors qu'il y a équipartition (50 %) si on prend l'ensemble des étrangers à Bruxelles. Le public est relativement jeune et en âge d'avoir des enfants : si l'âge moyen des bénéficiaires est de 34 ans depuis le début de la politique, on observe au fil des années une légère surreprésentation des classes d'âge entre 25 et 39 ans. En 2021, 86 % des bénéficiaires ont moins de 45 ans. Ce qui nous amène à la composition des ménages : plus de la moitié des ménages ont des enfants (54 %) et seulement un cinquième (21%) du public est une personne isolée. Au regard des moyennes régionales – avec toutefois le biais que les personnes de plus de 65 ans sont ici prises en compte –, le premier type de ménage semble surreprésenté (54 % contre 36 %), tandis que le second est sous-représenté (21% contre 46 %).

Au niveau des nationalités, depuis 2016, un peu plus de la moitié des bénéficiaires (53 %) sont originaires d'Asie occidentale et du Sud, en particulier de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan, de Palestine et d'Inde. En 2021, les six premières nationalités représentées parmi les bénéficiaires admis sont : la Syrie (17 %), le Maroc (16%), l'Inde (10 %), la Guinée (6 %), l'Afghanistan et la Turquie (3 %). On observe toutefois des dynamiques très différentes entre ces premières nationalités : une forte diminution des Syriens (- 55 % depuis 2017), des Afghans (- 50 % depuis 2018), et des Indiens (- 60 %), alors que les trois autres nationalités connaissent, elles, une légère croissance depuis 2017 (+ 5 %), et ce malgré la crise sanitaire. Notons en outre que la répartition selon le genre est différentes entre ces nationalités : de manière

Tableau 1 : Comparaison des groupes de nationalités entre l'ensemble des personnes primo-arrivantes en RBC et le public admis dans les BAPA (2018-2020).

Région géographique	Part des PA en RBC* (1 ^{er} janvier 2021)	Part du public BAPA (2018-2020)	Spécificité **
Afrique du Nord	7%	16%	2,2
Afrique subsaharienne	7%	13%	2,1
Amérique latine	3%	5%	1,3
Autres (Asie)	11%	53%	4,7
Europe UE	61%	7%	0,1
Europe hors-UE	6%	3%	0,6
Turquie	1%	2%	1,2
Reste de l'OCDE	3%	1%	0,3

* Les personnes primo-arrivantes selon la définition de la Cocof.

** Le rapport des deux pourcentages précédents (>1 : surreprésentation, <1 : sous-représentation ; =1 : équipartition).

Source : Cocof - APA (janvier 2021) et IBSA (janvier 2021)

générale, les bénéficiaires du Moyen-Orient (en y incluant l'Afghanistan) sont majoritairement des hommes, alors que les bénéficiaires du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et d'Inde sont majoritairement des femmes. Enfin, en comparant les groupes de nationalités du public admis dans les BAPA entre 2018 et 2020 à celles de l'ensemble des personnes primo-arrivantes en RBC au 1^{er} janvier 2021 (tableau 1), on observe des groupes de nationalités largement surreprésentés dans les bureaux d'accueil: de manière très significative, la catégorie «autre» – correspondant pour l'essentiel à l'Asie – témoigne de l'importance des réfugiés syriens, irakiens et afghans, ainsi que indiens (migration de travail et regroupement familial); de manière non négligeable, l'Afrique de Nord, l'Afrique subsaharienne et la Turquie ; et dans une moindre mesure, l'Amérique latine. *A contrario*, les Européens, tant de l'UE qu'en dehors de l'UE, et les pays du reste de l'OCDE, sont largement sous-représentés.

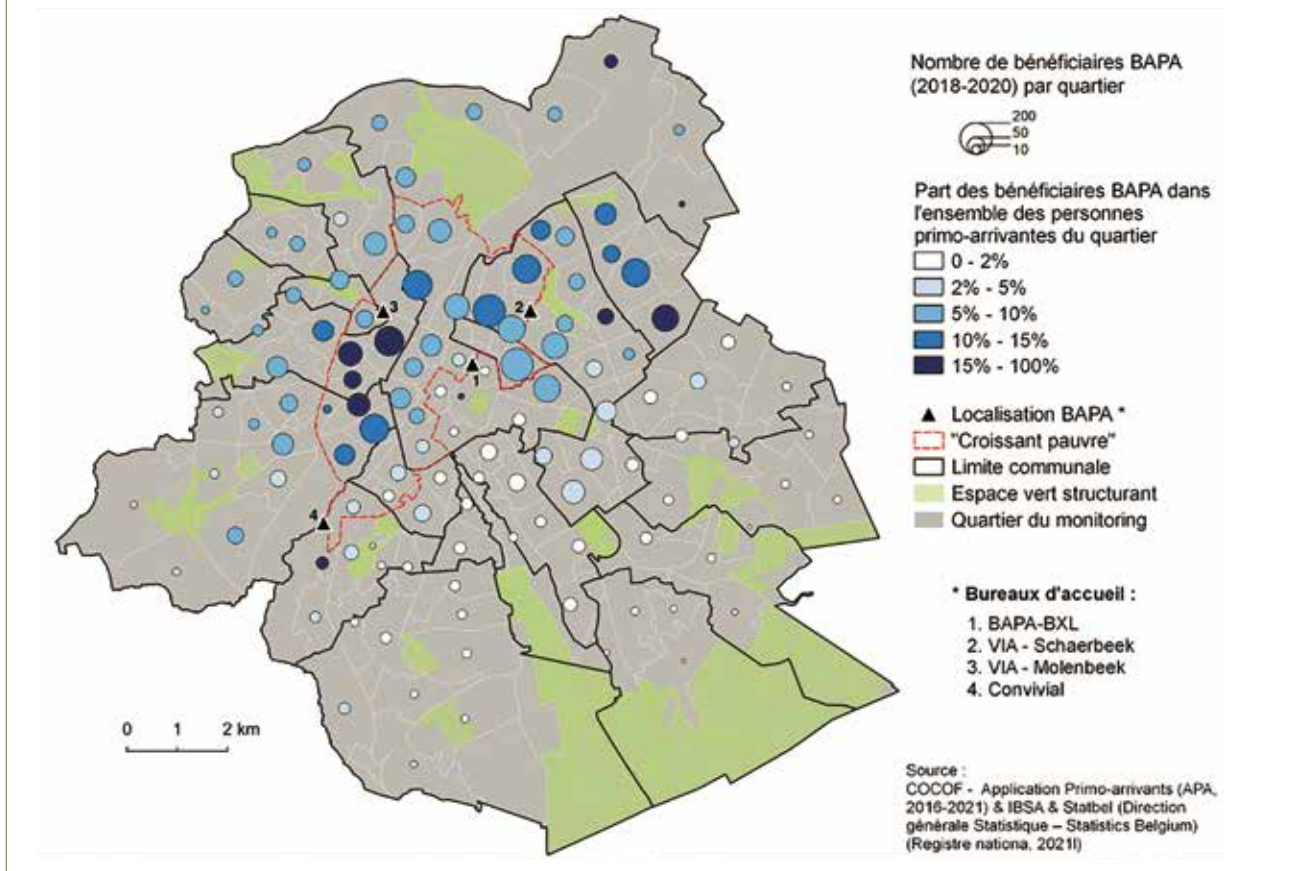
Selon la nationalité et le genre, des motifs de séjour différents

Concernant les motifs de séjour, plus de trois quarts du public admis en 2021 est arrivé en regroupement familial (47 %) ou en vue d'une protection internationale (31 %). Mais ces deux titres de séjour ont connu des trajectoires diamétralement opposées depuis 2017 : + 17 % pour la première et - 19 % pour la seconde. Ce dernier chiffre doit être mis en parallèle à la chute de 33 % des décisions de reconnaissance du statut de réfugié à l'échelle nationale

depuis 2016 (CGRA, 2016-2021). Le troisième motif est lié au travail ou aux études (14 %), qui ont pour leur part augmenté de 5 % sur la même période. Ces motifs varient en outre fortement en fonction de la nationalité et du genre. Les Syriens sont majoritairement arrivés en Belgique via une demande d'asile (65 %), mais avec une différence selon le genre: 81 % des hommes contre 48 % de femmes. À l'inverse, le regroupement familial concerne cinq fois plus les femmes syriennes (25 % contre 5 %). Les Indiens présentent des profils différents, dans lesquels le genre joue un rôle plus important encore : 80 % des hommes sont arrivés dans le cadre du travail, tandis que 83 % des femmes sont arrivées dans le cadre d'un regroupement familial. Enfin, chez les ressortissants marocains, 70 % des hommes et 90 % des femmes sont arrivés dans le cadre d'un regroupement familial. Plus généralement, depuis l'existence du parcours d'accueil, 55 % des femmes sont en regroupement familial, contre 23 % des hommes.

Enfin, au niveau socioprofessionnel, entre 2017 et 2021, on observe une augmentation significative des bénéficiaires à la fois « *sans revenus - au foyer* » (de 20 % à 38 %) et « *en emploi* » (de 14 % à 24 %), tandis que les « *allocataires RIS* » ont fortement chuté (de 50 % à 27 %). En 2021, un quart des bénéficiaires (24 %) sont en emploi, un peu moins d'un tiers (30 %) sont sans emploi et indemnisé (ERIS et chômage), et 39 % sont « *sans revenus - au foyer* ». Dans le même temps, on observe une diminution du public peu diplômé (en-deçà de l'enseignement secondaire de 1^{er} cycle), passant de 57 % à 37 % entre 2016 et 2021. Depuis l'ouverture des bureaux d'accueil, cette part est

**Figure 2 : Géographie résidentielle des bénéficiaires des BAPA (2018-2020)
au regard de celle de l'ensemble des personnes primo-arrivantes (définition Cocof).**



par ailleurs plus importante chez les hommes : en 2021, les personnes peu diplômées représentent 43 % des hommes et 33 % des femmes.

En somme, au-delà des seules nationalités toujours plus diversifiées, on observe un public avec des profils démographiques, socioéconomiques et administratifs très différents, et pour lesquels les conditions d'installation en Belgique peuvent fortement diverger.

Une géographie des difficultés sociales ?

La carte ci-dessus (figure 2) illustre à la fois la géographie résidentielle du public admis dans les BAPA entre 2018 et 2020 (la taille du cercle représente le nombre de

bénéficiaires par quartier), mais la compare également avec la géographie résidentielle de l'ensemble des primo-arrivants bruxellois au 1^{er} janvier 2021 (la trame du cercle représente la part des bénéficiaires BAPA dans le total de personnes primo-arrivantes du quartier). Au niveau communal, un peu moins de deux tiers du public admis (65 %) réside dans cinq des dix-neuf communes : Schaerbeek (18%), Bruxelles-Ville (17 %), Molenbeek (13%), Anderlecht (11 %) et Saint-Josse (6 %). On notera que ces communes sont celles où sont implantés les quatre bureaux d'accueil ou à proximité de ceux-ci. On pointerait encore l'importance de la commune d'Evere (10 %) qui s'explique notamment par la présence de la communauté indienne (cf. *supra*) : 42 % des bénéficiaires indiens y vivent. En dernière analyse, les communes du nord et de l'ouest sont surreprésentées par rapport aux communes de sud et de l'est de la Région.

À l'échelle infra-communale, on observe une surreprésentation des bénéficiaires dans les quartiers concentrant les plus grandes difficultés socioéconomiques, à savoir *grosso modo* le « croissant pauvre » (les quartiers de l'ouest du centre-ville et de la première couronne ouest). En effet, si on prend les quartiers regroupant les trois premiers déciles de la population régionale avec le plus de difficultés socioéconomiques, plus d'un bénéficiaire sur deux y réside (52 %). De même, si on prend cette fois les seuls deux premiers déciles (20 %), 41 % du public admis dans les BAPA y réside, tandis que 21 % de l'ensemble des personnes primo-arrivantes y vivent. Autrement dit, un bénéficiaire des BAPA serait deux fois plus susceptible de vivre dans les quartiers où se concentrent à la fois les plus fortes difficultés socioéconomiques, mais aussi, au vu de la structure du logement à Bruxelles⁷, les conditions résidentielles les plus difficiles.

Lors des premières années de la politique d'accueil francophone, le public des BAPA était caractérisé par une grande hétérogénéité, avec toutefois une plus grande propension à rencontrer des difficultés sociales. Au vu de l'obligation de suivi du parcours d'accueil et de l'élargissement du public à l'ensemble des personnes étrangères en vigueur depuis 2022, le public des BAPA pourrait évoluer dans les prochaines années. Mais cette diversité de profils sociaux – pour qui les conditions d'installation sont *de facto* différentes – restera sans aucun doute un trait spécifique de ce public cible. ▀

[1] Il existe actuellement trois parcours d'intégration en Belgique : le parcours d'intégration wallon, le parcours d'intégration civique flamand (*inburgering*), et le parcours d'accueil francophones bruxellois. Ce dernier, exécuté depuis 2016 par deux Bureaux d'accueil (trois depuis 2020), a pour objet « d'accompagner les bénéficiaires à titre individuel afin qu'ils puissent mener leur vie de manière autonome et accroître leur participation sociale, économique et culturelle » (décret Cocof 2013, art. 4). Il est composé d'un volet primaire (identification des besoins) et d'un volet secondaire (accompagnement social et formations). Il est gratuit et est devenu obligatoire en 2022 (Ordonnance Cocof, 2021) à l'instar des deux autres Régions.

[2] Ce dernier chiffre est toutefois probablement une légère sous-estimation au vu du contexte sanitaire en 2020, qui a eu pour effet de postposer aussi bien les projets de migration des potentiels futurs primo-arrivants que les projets de formations (dont le parcours d'accueil) des personnes primo-arrivantes déjà présentes sur le territoire bruxellois.

[3] La zone « UE+ » est constituée des 26 pays de l'UE (sans la Belgique), auxquels sont ajoutés les trois pays supplémentaires de l'Espace économique européen (Islande, Liechtenstein et Norvège) et la Suisse.

La Grande-Bretagne n'en fait donc plus partie depuis 2020 (Brexit).

[4] Les autres critères sont : le caractère temporaire du séjour (moins d'un an), la fonction de diplomate, le fait d'avoir séjourné légalement et durablement au sein d'un pays de l'UE+ (et avoir rempli les conditions d'intégration), le fait de composer un ménage avec un ressortissant de l'UE+, la reconnaissance d'une maladie ou d'un handicap, la possession d'un autre certificat d'intégration, l'inscription précédente dans une autre commune/région où on a été dispensé de parcours d'accueil, et la reconnaissance d'un certificat d'étude organisé par une des trois Communautés belges.

[5] Voir le focus n° 21 de l'BSA : C. Casier (2017), « Chinois, Indiens et Japonais en Région bruxelloise ».

[6] Les données de cette partie proviennent de l'Application pour Primo-arrivant (APA) développée par la Commission communautaire francophone (Cocof) à destination des BAPA dans le but de suivre le parcours de chaque bénéficiaire. La suite de cette partie constitue ainsi une synthèse du Rapport d'évaluation 2021 du Parcours d'accueil pour Primo-arrivants réalisé par le Centre Régional d'Appui à la cohésion sociale - CRACS (juin, 2022).

[7] Christian Dessouroux, Rachida Bensliman, Nicolas Bernard, Sarah De Laet, François Demonty, Pierre Marissal et Johan Surkyn, « Le logement à Bruxelles : diagnostic et enjeux », Brussels Studies [en ligne], Notes de synthèse, n° 99, 2016.

Parcours d'accueil **DES PISTES** pour un **mieux**

Après avoir mené en 2022 une étude sur l'impact, l'efficacité et la qualité du parcours d'accueil sur base d'une enquête auprès de 500 primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale, nous nous attelons à mettre en réseau les différents acteurs et actrices du secteur afin d'améliorer la politique publique d'accueil.



Début 2016, un parcours franco-phonique d'accueil des primo-arrivants est opérationnel en Région de Bruxelles-Capitale (RBC). L'année 2022 a connu des changements législatifs majeurs, tels que l'élargissement du public cible aux personnes étrangères – indépendamment du fait de résider depuis plus de trois ans sur le territoire de la Région bruxelloise – et l'entrée en vigueur de l'obligation de suivre le parcours. D'autres modifications sont encore prévues pour l'avenir de la politique d'accueil.

C'est dans ce contexte que le Centre régional d'appui à la cohésion sociale du CBAI (CRACs) a mené une étude sur l'impact, l'efficacité et la qualité du parcours, à partir

d'une large enquête visant l'entièreté des bénéficiaires ayant terminé le parcours. Cette étude s'inscrit dès lors dans un moment charnière, à cheval entre un parcours avec des pratiques professionnelles instituées et des évolutions qui vont avoir une influence déterminante sur la composition du public cible mais également sur une expertise de terrain, celle des bureaux d'accueil (BAPA), déjà consolidée.

Résultats de l'étude d'impact

Notre enquête a vu la participation de 500 répondants. L'analyse nous a permis, d'une part, de décrire le public ayant participé au parcours et d'en fournir une photographie; d'autre part, de déterminer les relations de causalité entre des variables déterminées en isolant leur effet propre – ce que l'on appelle une démarche explicative (par exemple, la maîtrise du français améliore-t-elle les chances de trouver un emploi ou de rentrer en formation ?). Enfin, nous avons aussi dédié une partie de notre étude à la récolte d'avis en termes d'évaluation de la qualité, d'utilité perçue et de pistes d'amélioration du parcours.



© Eric de Mildt

Le parcours d'accueil semble avoir un impact positif sur certaines dimensions de la qualité de vie, notamment dans l'accès aux soins de santé et l'accès aux services. Les composantes du parcours – langue, citoyenneté, accompagnement social – ont un effet et sont jugées utiles par les bénéficiaires qui y accordent une qualité très bonne ou bonne : les cours de français améliorent la maîtrise de la langue, le module citoyenneté permet de mieux connaître la société belge ainsi que d'améliorer les démarches d'obtention de la nationalité.

Emploi et logement : à la remorque

En revanche, nous ne remarquons pas d'impact significatif sur l'insertion socio-professionnelle et sur la dimension du logement. Ces derniers sont les domaines pour lesquels l'efficacité du parcours est la moins élevée : 28 % des répondants déclarent vivre dans un logement inadapté ou dans des conditions insalubres ; le taux d'emploi (36 %) est nettement inférieur au taux global en RBC (62 %). Dans cette population primo-arrivante, les femmes ont plus de chance de se retrouver dans les situations les plus précaires:

Impact : de quoi parle-t-on ?

Quand on parle d'impact, on se réfère aux effets attendus à long terme. Pour le parcours d'accueil des primo arrivants, nous avons estimé ses effets en lien avec les objectifs énoncés par la visée du décret : l'autonomie, la participation sociale, économique et culturelle des bénéficiaires. Notre étude se focalise aussi sur les effets à court terme que nous avons identifiés en tant qu'accès aux droits, qualité de vie, maîtrise du français, connaissance de la société belge, insertion socioprofessionnelle. Les principaux résultats obtenus concernent et étudient ces variables. Nous n'avons pas pu tester la participation culturelle en raison des biais attribuables au contexte de crise sanitaire.

seulement 23 % d'entre elles ont décroché un emploi. De toute évidence, les contrats de personnes migrantes ont souvent des conditions plus flexibles (53 % de nos répondants déclare avoir un contrat à durée indéterminée contre une moyenne de 86 % à l'échelle de la RBC) et sont aussi caractérisées par une déqualification professionnelle. Ces résultats nuancés en termes d'impact nous ont amenés à identifier deux pistes d'explication principales. La première indique des objectifs insuffisants, voire inadaptés aux réalités d'installation des primo-arrivants ; ce registre a donc trait à la pertinence de la politique telle qu'elle est conçue à l'heure actuelle. La deuxième piste d'explication révèle la présence de facteurs extérieurs, tels que les exclusions systémiques à l'égard des personnes migrantes ou le manque d'une approche spécifique dans d'autres politiques publiques dans ces domaines identifiés, ce qui affaiblit finalement l'efficacité de la politique d'accueil. Cette deuxième piste nous amène à considérer que les champs d'intervention de cette politique n'arrivent pas à contrebalancer les discriminations que cumulent les personnes primo-arrivantes dans la société belge.

Une évaluation à diffuser et à débattre

Les conclusions de notre recherche nous ont encouragés à questionner ultérieurement les résultats de notre étude à la lumière d'autres expertises. Mais elles nous ont également persuadés de l'importance d'ouvrir un espace de débat associatif et citoyen sur l'évaluation des politiques publiques et sur leur possible amélioration. En tant qu'évaluateurs, nous avons estimé utile que notre étude puisse être une base de discussion et puisse

permettre aux acteurs et actrices du dispositif¹ de s'appropriier les résultats de la recherche. Cela permet de les associer à l'évaluation, en garantissant un retour au politique et en peaufinant les recommandations mises en exergue par le CRAcs.

C'est avec cette visée d'action que nous avons organisé une matinée d'étude et de réflexion en mai 2022 sur le parcours d'accueil, et ciblé des intervenants qui problématisent les enjeux soulevés dans notre rapport. Les principaux constats² partagés par les acteurs et actrices se posent en continuité avec notre étude et ouvrent la voie pour d'autres sujets de recherche.

Pour notre éclairage théorique à l'échelle européenne, nous avons mobilisé Juliana Santos Wahlgren du Réseau européen contre le racisme (ENAR). Son expertise a mis en exergue trois éléments principaux parmi les composantes clés d'une politique d'intégration. Il est significatif de remarquer que ces éléments ont été identifiés dans nos moments d'échange avec les professionnels.

Lecture intersectionnelle des politiques publiques

Les deux premiers éléments s'articulent l'un à l'autre et pointent la transversalité des politiques publiques à l'égard des publics migrants, mais également au prisme d'une lecture intersectionnelle qui prend en compte les besoins spécifiques pour les catégories visées. Par voie de conséquence, en découle aussi le troisième élément qui



© Massimo Bortolini

concerne le besoin d'une approche individualisée³, selon laquelle toutes les problématiques peuvent être abordées de façon systémique, en créant une étroite collaboration entre services publics et associations qui coopèrent de fait sur des thématiques et des problématiques enchevêtrées les unes aux autres.

Nos ateliers thématiques nous ont permis d'approfondir les constats liés aux dimensions de l'insertion et d'interroger celle de la santé mentale qui ne fait pas l'objet du parcours d'accueil.

L'analyse des échanges nous a permis de délimiter les observations partagées par les professionnels mais aussi les pistes d'amélioration de la politique d'accueil. Les principales conclusions ont trait à la diversité du public migrant qui, par son hétérogénéité des profils et la diversité des raisons d'arrivée dans le parcours, nécessite des réponses et un suivi différents. Il s'agirait ici d'une approche *case management*, qui prendrait en considération les besoins spécifiques pour garantir plus d'efficacité et d'effets positifs sur les bénéficiaires.

Multiplier les synergies

Mais il est également essentiel de garantir une plus grande synergie d'acteurs qui opèrent dans un domaine déterminé et qui peuvent renforcer les conditions de réussite d'une politique via une coopération plus approfondie avec d'autres acteurs et politiques. A titre d'exemple, nous faisons référence aux formes de partenariats entre les BAPA et Actiris : des formes de collaboration existent aujourd'hui, mais il reste beaucoup à faire pour qu'elles soient structurelles et fonctionnelles, et qu'elles puissent toucher les catégories les plus fragilisées (on pense notamment aux primo-arrivants qui s'inscrivent dans une trajectoire d'alphabétisation).

Une autre perspective consisterait à mettre en avant, dans les politiques qui touchent les domaines de l'insertion, un focus primo-arrivants afin de dépasser le silotage⁴ des politiques publiques. Cette vision investirait également les pratiques associatives actuelles. Le secteur associatif représente en ce sens un carrefour de bonnes pratiques



Actes de la journée d'études du 17 mai 2022
sur la politique d'accueil des primo-arrivants
à Bruxelles, par le CRAcs.

et de projets innovants⁵ qui ne rentrent pas forcément dans les cases établies par les différents financements publics. Cette perspective permettrait de dépasser les barrières institutionnelles liées aux compétences, d'établir une cohérence externe entre les différentes politiques publiques. Elle favoriserait également la réflexion sur les exclusions systémiques à l'égard des migrants au sein même des politiques publiques alors qu'actuellement la charge de la « réussite » de l'intégration repose sur les individus.

Reconsidérer la santé mentale

Un dernier constat découle des échanges lors de l'atelier sur la santé mentale, définie comme « le parent pauvre » des politiques d'accueil belge et bruxelloise, alors qu'elle mérite une place et une reconnaissance propres. Les professionnels ne manquent pas de pointer l'importance de l'inclusivité des services de santé mentale à toute personne migrante, indépendamment du titre de séjour. Il est donc nécessaire de tisser des réseaux entre les professionnels afin de garantir une fluidité d'accès aux services pour les bénéficiaires.

Enfin, cette journée nous a livré le constat de l'importance de moments d'échange en y incluant les administrations et les représentants politiques pour examiner la place de la réflexivité dans l'action politique et la nécessité d'interroger un système parfois difficile à faire bouger.

Les perspectives pour le travail du CRAcs

Les pistes d'action qui s'ouvrent au CRAcs se reflètent en deux principaux objectifs. Premièrement, nous visons à institutionnaliser ces moments de débat dans nos missions de recherche, d'évaluation et d'appui. D'une

part, la matinée d'étude de mai 2022 a visibilisé l'utilité d'avoir un chef d'orchestre pour la mise en réseau afin de collecter les expertises et les faire dialoguer ; d'autre part, elle a mis en lumière l'intérêt de faire dialoguer les dispositifs d'apprentissage non formels et les porteurs de pratiques associatives émergentes.

Deuxièmement, nous avons identifié la prise en compte du point de vue des bénéficiaires comme élément central dans nos recherches et évaluations. Pour notre rapport de recherche 2022, nous avons souhaité mener des entretiens approfondis sur les parcours de vie des personnes primo-arrivantes et sur la manière dont le parcours d'accueil s'imbrique dans leurs dynamiques d'installation en Région de Bruxelles-Capitale. Cette approche vise à compléter et à nuancer les résultats de notre étude d'impact et elle est, par ailleurs, en lien avec le nouveau paradigme de l'évaluation des politiques publiques. Ce paradigme tend à associer la vision et la perspective des publics cibles à l'évaluation, afin de compléter son regard sur une politique donnée et de pouvoir, *in fine*, améliorer sa perspective de réussite en réaction aux besoins auxquels elle est censée donner des réponses. ▮

[1] Les acteurs et actrices du dispositif sont multiples. Nous retrouvons les acteurs institutionnels comme le pouvoir subsidiant qui est la COCOF, mais aussi d'autres acteurs institutionnels qui interviennent dans l'installation des personnes primo arrivantes (CPAS, communes). Puis, il y a aussi les acteurs qui organisent le parcours (les bureaux d'accueil pour primo arrivants) mais aussi les associations qui opèrent en partenariat dans le cadre du parcours et notamment les opérateurs linguistiques.

[2] Les Actes de la matinée d'étude sont disponibles sur le site du CBAI : <https://www.cbai.be/actes-journee-17-mai-pa/>

[3] Elle cite notamment les exemples du Case management et celui de One stop shop.

[4] Par pilotage des politiques publiques on entend, d'une part, les différents niveaux de pouvoir existants en Belgique, instituant des compétences exclusives ou partagées, d'autre part, la difficulté d'interaction entre ces niveaux de pouvoir et de compétences.

[5] Nous faisons notamment référence aux projets Co-crèons un meilleur accueil et une meilleure intégration des migrants à Bruxelles (Camim) (lire à ce sujet l'article en pages 31-33 de ce dossier); au parcours entrepreneurial pour Primo Arrivants (Pepa) du bureau d'accueil Via, ou encore aux ateliers sociolinguistiques de Proforal qui promeuvent une approche globale dans l'apprentissage du français.



© BAPA Via

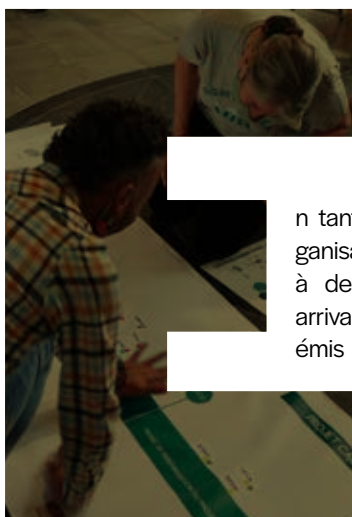
Dans le jardin Kessels lors d'une permanence de la Maison d'Immersion.

Chercheuse au sein
du projet pilote CAMIM

Chloë **ANGÉ**

SUJETS de leur propre intégration

De 2018 à 2021, l'asbl VIA¹ et le centre de recherche GERME² (ULB) ont mené un projet-pilote de recherche intitulé CAMIM : Co-créons un Meilleur Accueil et une Meilleure Intégration des Migrants à Bruxelles. Sous quelles formes ce projet innovant qui rend les personnes actrices de leur vie se poursuit-il, et avec quels effets multiplicateurs ?



n tant qu'opérateur bruxellois organisant le parcours d'intégration à destination du public primo-arrivant, l'asbl VIA a rapidement émis le constat que, si le système d'accueil bruxellois permet aux personnes primo-arrivantes d'envisager le court terme à Bruxelles en leur offrant

les informations et ressources uniformisées nécessaires à leur installation, ces personnes peinent à s'y projeter et à imaginer leur avenir sur les moyen et long termes.

Le projet CAMIM avait dès lors pour but de subjectiver les pratiques des services d'intégration, en permettant aux personnes primo-arrivantes de devenir sujets de leurs propres parcours à travers l'expérimentation d'activités répondant à leurs besoins individuels. Elles étaient ainsi invitées à identifier, imaginer, designer, améliorer, évaluer et



© BAPA Via

Un participant et une formatrice penchés sur le projet CAMIM.

analyser l'impact d'activités complémentaires au parcours d'accueil.

Dans des ateliers co-crétifs

Concrètement, de nombreux ateliers co-crétifs ont été réalisés avec des personnes primo-arrivantes inscrites chez VIA afin d'identifier trois activités pilotes à expérimenter :

- Un Module de Confiance en Soi (renommé Mon Parcours de Vie), permettant aux personnes primo-arrivantes de faire le point sur leur parcours de vie afin de travailler sur leurs projets et ancrage en Belgique. Réparti sur 7 demi-journées, ce module entend renforcer leur capacité d'agir en partant de leurs parcours de vie et des ressources dont elles disposent (développées au pays d'origine et en Belgique).
- Une Maison d'Immersion, offrant un espace de pratique informelle du français autour d'un café et/ou d'une activité. Elle vise l'apprentissage du français, tous niveaux confondus, dans un espace de rencontres bienveillant, au sein duquel les échanges se veulent les plus proches possible de la vie quotidienne. Elle ouvre ses portes à raison de deux fois deux heures par semaine aux primo-arrivants de VIA et aux citoyens qui souhaitent venir échanger avec eux.
- Une Cellule de Bénévolat, ayant pour objectif de faciliter l'accès au bénévolat pour le public primo-arrivant en les mettant en lien avec des structures associatives à la

enrichissante pour toutes les parties prenantes.

Une fois ces trois activités mises en place, les personnes primo-arrivantes inscrites chez VIA ont été invitées à y participer de manière libre et volontaire. Les participants aux activités étaient par la suite conviés à des moments de co-recherche afin d'évaluer l'impact de ces activités sur leurs parcours.

Les résultats du projet

Il est ressorti du processus de co-recherche un réel besoin de construction d'activités-ponts entre le parcours d'accueil et les opportunités qu'offre la société. Si le parcours d'accueil permet d'accéder à des informations et un accompagnement individualisés essentiels à la compréhension et l'installation en Belgique, il ne permet pas à lui seul l'épanouissement en société de l'ensemble des personnes primo-arrivantes. La participation à des activités permettant la reconnaissance et la gratification de leurs ressources se révèle être une étape essentielle de l'intégration pour certaines d'entre elles.

En effet, durant la phase d'installation, les personnes primo-arrivantes sont amenées à prendre une multitude de décisions simultanées – liées aux démarches administratives, à la recherche de logement, d'activités, de formation, de profession, d'écoles pour les enfants, etc. – ayant un impact décisif sur la suite de leur parcours

en Belgique. Cela, au sein d'une société d'accueil qu'ils ne comprennent pas encore, empreinte d'une langue, d'une culture, et d'un système qui leur sont inconnus. Il s'agit souvent d'une période vertigineuse marquée par une perte de contrôle en ce qui concerne leur capacité à communiquer, à se déplacer, à agir sur leur sort et celui de leur famille.

Couplée au regard empreint de préjugés que peut porter la société d'accueil à l'égard des personnes migrantes, cette perte de repères nourrit un sentiment d'incapacité. Les personnes primo-arrivantes témoignent à cet égard ne pas se sentir en mesure de prendre les bonnes décisions concernant leur avenir et faire face à de nombreux blocages. Le bagage important avec lequel ils arrivent en Belgique ne se voit in fine pas ou peu mobilisé dans la construction de leurs projets en Belgique.

Valorisation des expertises

Subjectiver le parcours d'accueil permet ainsi d'en renforcer les effets. Une subjectivation qui se joue à deux égards. Premièrement, en donnant la possibilité aux personnes primo-arrivantes de participer de manière spontanée à des activités qui répondent à leurs besoins individuels de valorisation et reconnaissance de leurs ressources. Cette participation ou non aux activités se doit d'être un choix libre au regard de leurs profils, de la nature des ressources qu'elles ont à disposition, de leurs besoins et de leurs aspirations. A cet égard, d'autres activités que celles expérimentées dans le cadre du projet CAMIM peuvent sans aucun doute remplir ce même objectif.

Deuxièmement, cette subjectivation doit être à l'œuvre dans le processus d'émergence et d'organisation de ces activités. Considérer et valoriser l'expertise qu'ont

les personnes primo-arrivantes en matière d'intégration présente un double avantage : d'une part, innover en matière de services en maîtrisant le risque pris étant donné qu'il s'agit de services mis en avant par les personnes qui en feront usage, et d'autre part, rendre ces personnes actrices de leur destin plutôt que dépendantes des structures d'aide aux migrants.

CAMIM aujourd'hui

Au vu des résultats de recherche, les trois activités ont été pérennisées à l'issue de l'expérience pilote en 2021. Deux ans plus tard, des financements européens permettent d'assurer le fonctionnement de la Maison d'Immersion et de la Cellule de Bénévolat jusqu'en 2025. Faute de ressources disponibles, l'activité Mon Parcours de Vie est temporairement suspendue depuis ce début d'année.

Les trois activités ont également abouti à un ensemble de bonnes pratiques et d'outils d'animation pouvant inspirer et être utilisés dans d'autres cadres et organisations. Ils sont disponibles en ligne³.

Plus généralement, le projet CAMIM a nourri la vision de VIA en matière d'intégration, tant en ce qui concerne son offre de services que sa façon d'interagir avec le public. Cela s'est notamment concrétisé par le développement de deux nouvelles activités complémentaires au parcours d'accueil, qui viennent de voir le jour : le Parcours Professionnel et Nos droits : de la théorie à notre réalité. ■

[1] L'asbl VIA est un bureau d'accueil pour primo-arrivants agréé par la Commission communautaire française et soutenu par la commune de Schaerbeek et la commune de Molenbeek.

[2] Groupe de recherche sur les Relations Ethniques, les Migrations et l'Égalité.

[3] <http://www.via.brussels/>



Faites vous-mêmes votre **MALHEUR !**

Directrice du Centre MENA d'Assesse
Les Hirondelles

Danièle **CRUTZEN**

Logopède

Danielle **HENUSET**



lors que l'arrêté royal d'exécution du Code de nationalité du 13 janvier 2014 considère comme preuve de connaissance linguistique le simple fait d'avoir suivi un parcours d'intégration, les exécutants du parcours ont jugé bon d'inventer le niveau A2 comme critère

*Parlons de citoyenneté à celles
et ceux qui en ont expérimenté le mépris,
cette absence de regard le long des trottoirs
maudits, les portes closes des privilèges.
Et que faire de la dent de Patrice Lumumba
dans la litanie des concepts morts
que nous assénons aux derniers (pauvres)
arrivés – surtout s'ils sont illettrés ?*

d'éligibilité pour tous. Soit ! Mais c'était sans compter sur le singularisme de l'État régional actif : les analphabètes bruxellois bénéficieront désormais d'une exception avantageuse dans leur accès à la nationalité, en même temps que d'une restriction discriminante dans leur accès aux cours de langues. En ce qui concerne la nationalité, on perçoit bien le sens de revoir le niveau d'exigence à la baisse pour les candidats n'ayant pas de maîtrise suffisante de la langue écrite ; on perçoit nettement moins bien celui de limiter leur accès aux cours de langues. A moins que la hiérarchie des

priorités ne tiennent cet enjeu pour fort peu de chose : un répulsif parmi d'autres sur le grand échiquier de l'attractivité migratoire... Dans tous les cas, la régression de la qualité de l'accueil réservé aux primo-arrivants se poursuit en silence.

«In the name of Allah, my name is Obaid Rahman.

*Je suis qui je suis, parmi ceux des miens
qu'on m'a dit insoumis.*

Je vais, je viens, je ronge mon frein.

Je suis celui qu'on blâme en vain.

Je suis déjà au-delà de ce que tu vois loin.

Je vais, je vis, je viens.

*Ma rage de vivre n'a d'égale que la part
qui me revient.*

Dis-moi que j'ai tort, mais regarde bien.

*Ta parole n'a de valeur que la promesse
qui te tient. »¹*

Au retour triomphal des Talibans à Kaboul, la Belgique évacue ses ressortissants et abandonne ses collaborateurs afghans devant l'aéroport. « *On n'a pas compris tout de suite qu'ils allaient nous laisser là. On croyait avoir gagné notre place. Mais les avions sont repartis à vide.* »

Vademecum du désaccueil

Entretenez une politique du paradoxe. L'État et les institutions d'accueil confrontent des problèmes que l'État induit lui-même par sa politique d'accueil. Autrement dit, les problèmes sont les *solutions*. C'est ainsi que la Cour européenne des Droits de l'homme doit rappeler l'État belge à l'ordre quand plusieurs milliers de demandeurs de protection internationale sont relégués en rue, dont des mineurs isolés, des malades et des familles.

Exposez vos intentions discriminatoires. Le droit à l'accueil est ostensiblement piétiné, notamment au Petit-Château, au cœur de Bruxelles et de l'UE, dont les institutions inventent, légitiment et couvrent de mots indécents les pratiques de *pushback* aux frontières. Le contraste est violent lorsque ces mêmes frontières, physiques, administratives et symboliques, s'ouvrent sans restriction ni délai à des congénères blancs, blonds, aux yeux clairs. L'évidence du pire nous oblige à regarder notre propre naufrage. Ce que nous ne voulions pas voir et que d'autres n'ignoreront plus !

Surtout n'accueillez pas ! Le risque d'apparaître bienveillant, ou simplement humain, pourrait réveiller des marées humaines dormantes. Le buzz dissuasif, quant à lui, est une valeur sûre quand les chancres urbains génèrent insécurité, dégradations et désastres sanitaires. Les hontes, rages et autres désespoirs, recyclés dans la grande fabrique de la haine, enfin désinhibés, s'offrent en spectacle au monde entier. Combien de morts au kilomètre ? Cette question cynique est lancinante, sans réponse, écho pudique, presque silencieux, qui pourtant nous hante.

Exigez unilatéralement des autres ce que vous-même n'avez jamais appris à faire. Dans ce grand naufrage, la décentration à sens unique est un sport national : elle maintient le moral des troupes tandis que le monde s'écroule.

Cachez-vous derrière les mots. L'accueil est travesti, c'est en fait une admission forcée. L'hospitalité régresse dans la sélectivité d'un verbiage institué. C'est le *mercato* du primo-arrivant, mais pas n'importe lequel, celui qu'on peut humilier, mépriser et surtout dominer parce qu'il cumule les attributs symboliques de la pauvreté et de l'étrangeté.

Découragez les enthousiastes et les bienveillants.

L'écoute active, la réciprocité, le respect nécessitent des moyens et des perspectives que le secteur n'est plus en mesure d'assumer. Transférez les fonds vers la répression et laissez s'échouer leurs illusions sur la bave de leur colère. Il en restera toujours quelque chose : peut-être une ristourne sur la haine vengeresse dont nous laisserons la note infâme à nos enfants. Que vaut une vie humaine à distance ? Que valent les milliers de kilomètres de business, noyés dans les exactions insoutenables et les innombrables humiliations ? Que vaut la morale de bas étage que nous prétendons opposer à l'impunité ? C'est une guerre d'usure, qui finit par saper nos meilleures intentions. L'enfer en est pavé, paraît-il, à moins que ce ne soient les trottoirs du Petit-Château !

Contribuez à la radicalisation. La binarisation déplace les problèmes pour mieux les ignorer. C'est un shoot éphémère de certitudes et de dénis, une sorte de trêve pour passer le week-end tranquille. Quand certains attendent Godot, d'autres pressentent que ce qu'ils attendent ne sera pas joli. Comme disait un certain Jung, *gare au retour du refoulé* ! Il ne reste plus qu'à en contempler l'effet boomerang : 25 % des SDF passant par des phases de réinsertion sociale retournent à terme à la rue. C'est le même constat dans l'Aide à la jeunesse : un quart d'enfants placés sont voués à l'errance. En 2020, le Centre MENA d'Assesse a remis un quart de ses jeunes à la rue à leur majorité, sans solution.

Censurez votre essentiel, votre intuition, votre vigilance pensante. Tant que vous ignorez de quelle domination ou prédation vous êtes le bras armé, vous pouvez préserver votre insouciance du matin et votre légèreté du soir. Sont autorisés les nuits dormantes, le repos du guerrier, les rêves merveilleux, et même les rhétoriques indignées. Jusqu'à ce qu'une réminiscence d'effraction, avec une précision métallique, ravive votre conscience et sa douleur.

I had a dream...

Au Centre MENA d'Assesse, l'aventure didactique de l'alphabétisation en langue étrangère a commencé, il y a cinq ans, par une rencontre improbable. Dans un atelier logopédique, un jeune en deuil redresse des lettres en bois sur la table pour écrire PAPA, puis parle longuement de son père, dont le décès vient d'être annoncé brutalement. L'oralité immédiate fait soudain apparaître la victoire essentielle de l'écrit sur l'espace-temps : ce sont la communication et la pensée différées qui induisent la capacité à penser l'absence, la distance, la mort.

Récupérer ainsi le sens du logos, la puissance thérapeutique de l'écrit et de la pensée symbolique, c'est bouleversant ! Ainsi apprenons-nous à apprendre avec l'humilité du «on», petit pronom polisson qui incarne à lui seul, en un son et deux lettres, l'anonymat d'un humain quelconque, les hommes en général, les gens présents et la toute-puissance d'une opinion générique. Couvrant nos ordinaires, il finit par les rendre supportables, autant que ridicules : on se calme ; on se décentre ; on se détend et on essaie de comprendre. Surtout, on aime ! Condition *sine qua non* pour lever les *mal-entendus* nuisibles, notamment les préjugés à l'égard des personnes analphabètes ou illettrées.

Le défi est didactique. Le codage est un *smart* objectif, tandis qu'apprendre à lire est sans limite. Mais il faut exercer le codage jusqu'à ce qu'il soit automatisé, faute de quoi on risque de stagner, de s'entraîner mal, de lire dans le vide, etc. Le *feedback* est requis pour contrôler le lien entre oralisation, déchiffrement et répétition intensive ; la médiation informatique évitera notamment les crispations de la main, ainsi que les postures qui peuvent réactiver des réflexes archaïques intempestifs.

Le défi est aussi philosophique. Pour ce public, la lecture fonctionnelle est un malentendu : non seulement, elle n'est

pas émancipatrice (ce qu'on est sensé savoir lire « pour s'en sortir » est présélectionné), mais elle contraint l'apprenant à s'inscrire dans l'idée qu'on se fait de ses besoins (« s'en sortir »?). L'entrée exclusivement fonctionnelle est une forme de paternalisme qui s'ignore, tandis que l'apprentissage du codage laisse le choix de lire ou pas (autonomie) différents types de lecture (informative, poétique, etc.), avec un certain contrôle sur la progression. Quand on a perdu le contrôle sur (presque) tout, c'est intéressant ! Car sans codage automatisé, il n'y a pas de liberté cognitive. L'émancipation passe par un accès au code : l'outil plutôt que la matière, les clés plutôt que les portes. La posture didactique rejoint ainsi la posture politique. Être analphabète ou illettré ne préjuge *a priori* d'aucune incapacité à apprendre SUR l'apprentissage ou les langues. Les rapports de domination sont réduits par la posture métalinguistique :

- métalangage dès le début – formateur comme apprenant ;
- co-construction du processus d'apprentissage ;
- obstacles explicités entre lettrés et illettrés ;
- clés du passage de l'oral à l'écrit – MOT, puis PHRASE ;
- posture réflexive autour de *la langue alphabétique opaque* ;
- décentration interlinguistique et interculturelle ;
- base de métalangage grammatical ;
- gestes mentaux de l'apprentissage.

Les obstacles sont phonologiques (entendre pour prononcer), visuo-spatiaux (saccader pour lire), fonctionnels (saccader pour écrire). Ils sont aussi culturels (oser changer ses points de repère), existentiels (fractionner/fusionner des unités), neuro-développementaux et/ou post-traumatiques (fonctions exécutives potentiellement perturbées). L'obstacle n'est généralement pas sémiologique (l'apprenant sait que l'écrit produit du sens et vice versa) mais tant que le *jeu de legos* de la langue alphabétique n'est pas intégré, la mémoire reste photographique (statique). Il faut que les yeux apprennent à se déplacer sur la chaîne écrite (cinétique).

Codage et ancrage rituel

Deux priorités entrent dès lors en synergie. Le codage, apprentissage de survie, est la condition pour être inclus/ ne pas être exclu. L'ancrage rituel consiste à entrer en langue comme on entre dans son bain, mais aussi à laisser entrer en soi sa musique, sa structure, sa charge émotionnelle, son patrimoine symbolique, son imaginaire.

« Entre corps et langage, entre matérialité et immatérialité, la voix chantée ouvre un espace imaginaire, un espace d'affects musicaux. Elle prend source dans un geste anthropologique total, lié au commencement, à la danse et aux rituels de magie. La chanson populaire garde trace de ses origines, toujours prompte à se mêler aux élans du corps et aux éclats de voix. Toujours créatrice d'archétypes et de mythes populaires. La ritournelle, forme de base de la chanson, circulaire, alternée, répétitive, appartient à ce style oral primordial ; elle est un reste têtue perdurant dans notre culture placée sous le régime de l'impérialisme de l'écrit. Dans ses formes contemporaines, la chanson dessine un espace polémique, où s'expriment des tensions à la fois esthétiques, sociales, politiques, impliquant la répartition de formes de visibilité, la situant toujours entre vérité et illusion. »² ▶

[1] Extrait d'un bilan de compétences semestriel au Centre MENA
Les Hirondelles d'Assesse.

[2] Catherine Duteil, *La chair de nos souvenirs, voix et chanson populaires*. Cairn.
info. Revue Internationale de Psychologie 2002/18 (volume VIII, pp. 189-200).

AÔÛT 2015, LA CRISE DE L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS SYRIENS ATTEINT UN PAROXYSMES. DANS LA COMMUNE COSSUE DE LA BANLIEUE BRUXELLOISE, LA RÉPONSE DU FOOTBALL CLUB DE KRAAINEM FUT : WE WELCOME YOUNG REFUGEES. 7 ANS PLUS TARD, LE CLUB A ACCUEILLI PLUS DE 3500 MENA (MINEURS ÉTRANGERS NON ACCOMPAGNÉS).

ICI COMME CHEZ VOUS

PARMI EUX, MOHAMED FOFANA.

DESSIN : BARRACK RIMA TEXTE : NATHALIE CAPRIOLI

MOHAMED

LE PROJET WE WELCOME YOUNG REFUGEES, CE SONT PLUSIEURS MOMENTS FORTS POUR LES JEUNES. JE M'EN SOUVIENS TRÈS BIEN.

LE COORDINATEUR DU PROJET, VA CHERCHER DES JEUNES AUX CENTRES FEDASIL DE RIXENSART, WOLUWE-SAINT-PIERRE OU OVERIJSE. ILS SONT AFGHANS, SYRIENS, ERYTHRÉENS, CONGOLAIS... OU DE GUINÉE CONAKRY, COMME MOHAMED.



C'EST PRESQUE LEUR PREMIER CONTACT AVEC LA SOCIÉTÉ BELGE.

ILS SONT EN BELGIQUE DEPUIS 2 OU 3 JOURS À PEINE.

ON VEUT JUSTE ÊTRE SYMPA ET ACCUEILLANT AVEC EUX !

C'EST UN ÉCHANGE : ILS NOUS PARLENT UN PEU DE LEUR PAYS, ON LEUR ÉVOQUE NOTRE SOCIÉTÉ.

C'EST PLUS UN ATELIER D'ÉVEIL AU MODE DE VIE D'ICI QU'UNE TABLE DE CONVERSATION.

C'EST UN COURS DE CULTURE GÉNÉRALE DONNÉ AVEC PLEIN D'ENTHOUSIASME ET D'AMOUR PAR DES DES BÉNÉVOLES.

ON NE LEUR DEMANDE JAMAIS COMMENT ILS SONT VENUS. ON NE VEUT PAS TOUCHER À LEURS TRAUMAS.

PUIS ON PASSE AUX CHOSSES SÉRIEUSES ! MOHAMED, LUI, EST NÉ AVEC UN BALLON.

we welcome
Young refugees

J'AIME JOUER AU CENTRE, C'EST LA PLACE D'EDEN HAZARD.



C'EST IMPORTANT QU'ILS PORTENT LA MÊME TENUE
POUR NE PAS DISTINGUER LES MEMBRES DU CLUB
DES JEUNES RÉFUGIÉS.

ÇA VEUT DIRE QUE
VOUS POUVEZ ÊTRE
ICI COMME CHEZ VOUS,
SI VOUS VOUS
COMPORTEZ BIEN
EN RESPECTANT LES
RÈGLES DU CLUB.

LAURENT THIEULE,
LE PRÉSIDENT
DU CLUB.

JE SAIS QUE
C'EST UN PEU
IDÉALISTE...



APRÈS L'ENTRAÎNEMENT, LES JEUNES SE RETROUVENT
À LA BUVETTE OÙ LE CLUB LEUR OFFRE SANDWICHES ET BOISSONS.



SANDRA, QUI Y TRAVAILLE, M'A REPÉRÉ.
JE SUIS DEVENU COMME UN BÉNÉVOLE
QUI AIDE LE CLUB ET LES JEUNES
RÉFUGIÉS À SE SENTIR À L'AISE.

ET VOICI
UNE
BIÈRE.
ÇA SERA
TOUT?

JE NE PARLE PAS ANGLAIS MAIS JE JOUE
UN PEU L'INTERPRÈTE AVEC DES GESTES.
BEAUCOUP SONT MUSULMANS COMME MOI.
JE LEUR EXPLIQUE QU'ILS PEUVENT
TOUT MANGER.

JE VIENS QUAND JE VEUX,
C'EST COMME À LA MAISON.

MOHAMED FAIT PARTIE DES EXCEPTIONS,
CEUX QUI PEUVENT SE FIDÉLISER
PARCE QU'ILS SERONT HÉBERGÉS PAS
TROP LOIN EN RÉGION BRUXELLOISE.

B.R. / NC. 2023

POUR EN
SAVOIR
PLUS →



Les chevilles ouvrières de *We Welcome Young Refugees* ne se mentent pas. Elles savent que l'inclusion ne peut s'inscrire que dans la durée. Or la majorité des MENA ne reviennent qu'une à quatre fois maximum au Royal Kraainem Football Club, vu que Fedasil les répartira très vite dans d'autres centres d'accueil, qui en Flandre, à Bruxelles ou en Wallonie. Sans doute est-ce cette tension entre une pérennité recherchée et le *one shot* accompli qui rend le projet si singulier... au point d'être reconnu, étonnamment, comme modèle.

Explications.

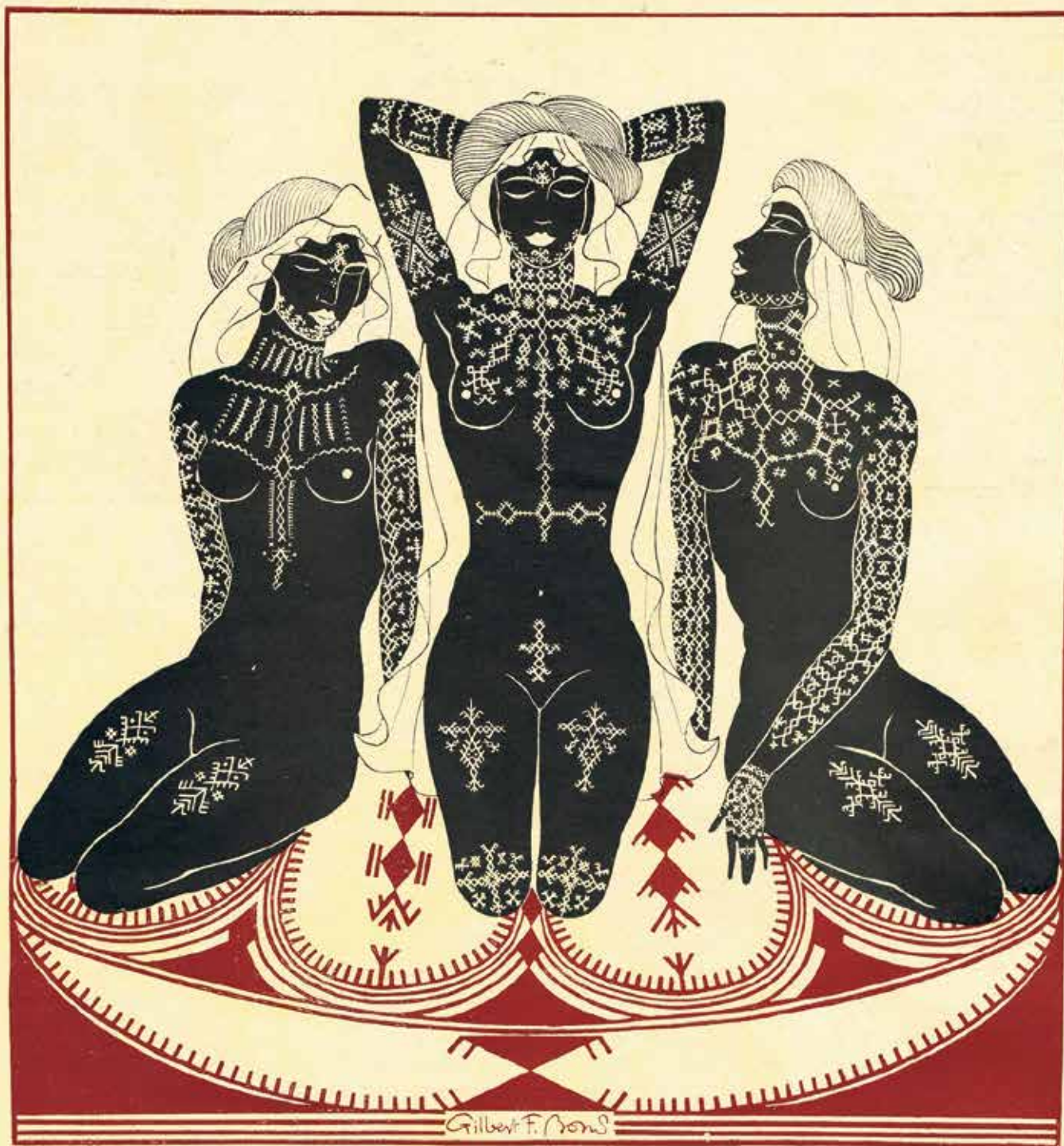
« On a chaque jour un groupe différent d'un centre d'accueil différent. On ne sait pas forcément combien de fois ils vont pouvoir revenir. Il arrive qu'un garçon ou une fille ait plus de 18 ans. On l'accepte bien sûr, même si notre vocation vise avant tout les mineurs d'âge non accompagnés », commente Benjamin Renauld, coordinateur du projet depuis ses débuts en 2015. Ces contraintes n'ont pas empêché les bénévoles de partir sur de bonnes bases puis de rechercher des effets multiplicateurs. Laurent Thieule, président du club : « Tout d'abord, nous savions que nous ne pouvions pas imposer un tel projet à notre communauté. C'est pourquoi, avant d'accueillir le premier jeune réfugié, nous avons commencé par sonder les parents. S'ils n'avaient pas réagi positivement, nous ne nous serions pas engagés. Ensuite, comme ce n'était pas

possible de fidéliser les MENA, nous avons sensibilisé d'autres clubs et centres d'accueil à lancer une initiative similaire. Depuis 2017, nous avons mis en place le réseau « Tous sur le terrain » sur le modèle de Kraainem. 43 autres clubs en Belgique sont impliqués. Et ça marche évidemment avec d'autres sports que le football ! De plus, avec Sport et Citoyenneté, nous avons créé le réseau de clubs européens *Inclusion of Refugees Through Football*, en partenariat avec huit fédérations nationales européennes en Roumaine, Pologne, Ecosse, Allemagne, Espagne et Belgique. Plus de 300 clubs au sein de ces huit fédérations nationales se sont inspiré du modèle de Kraainem.

Tous ces réseaux pour répondre à quels besoins des MENA ? « Ces jeunes ont besoin de retrouver le sourire qu'ils ont perdu dans les périples endurés, ils ont besoin d'apprendre aussi comment fonctionnent les codes de cette société nouvelle et inconnue pour eux. Ces codes sont notamment pratiqués dans un club de foot », répond Laurent Thieule. *We Welcome Young Refugees* n'est rien d'autre qu'une pièce ajoutée à l'immense puzzle de l'inclusion, et qui s'inscrit somme toute à sa façon dans la durée puisque le projet entame sa 8^e saison... malgré une difficulté récurrente, celle de fidéliser des bénévoles. Ajoutons que le projet produit aussi un impact sur des jeunes du club, ceux qui prendront le temps d'approcher l'autre, de le regarder sous un autre œil. Appelons ça l'humanité. ■

Femmes **voilées**, femmes **PARÉES**

Focus



© Coll. Dahan-Hirsch, Bruxelles

« Femmes marocaines. Entre éthique et esthétique » est une exposition conçue à partir de la collection de Paul Dahan, «[sa] seule manière de rester en contact avec [son] pays d'origine». C'est en y découvrant des mains de Fatma gravées en hébreu et en arabe, ou des photos de tatouages, que vous mesurerez à quel point femmes juives et musulmanes se copiaient l'une l'autre pour affirmer leur féminité et leur pouvoir. A travers son regard d'homme, de collectionneur et de psychanalyste, Paul Dahan nous immerge dans des coutumes et usages codifiés des cultures juive et musulmane du Maroc, questionnant les identités et le vivre ensemble. A quelles injonctions obéit une femme parée ou voilée ? Que racontent les broderies, bijoux, maquillages ? Que disent-ils de la société et des rapports entre hommes et femmes ?

Entretien avec **Paul DAHAN**

Maroc, Israël, Belgique sont trois étapes majeures dans votre vie. Pourriez-vous nous en dire plus ?

Paul Dahan : Je suis né à Fez en 1947 – époque de l'après-guerre légère et métissée. Marocains, Espagnols, Italiens, Français : tout ce monde se côtoyait, toutes les religions se partageaient. La différence était vécue comme un apport et non un frein. J'ai grandi dans cette ambiance d'échange. J'étais curieux de la diversité au point de ne pouvoir m'en passer.

J'ai quitté le Maroc dans les années 1960 pour m'installer en Israël, dans un kibboutz. J'y ai connu la vie de travail dans les champs où il n'y avait pas de pression sur le «qui es-tu ?» et «que vas-tu devenir ?». J'en ai retenu une belle expérience de vivre sans la contrainte de posséder un titre. Après mon service militaire, j'ai voulu entreprendre des études d'archéologie, plus précisément

© Coll. Dahan-Hirsch, Bruxelles



d'égyptologie. La recherche de l'origine des origines est chez moi une obsession : je veux comprendre l'actualité par le passé. Ainsi, à travers l'égyptologie, je cherchais à comprendre le judaïsme.

On m'avait parlé d'éminents professeurs à l'Université libre de Bruxelles. C'est comme ça que j'ai atterri ici en 1972. Je devais avoir 25 ans. Mais un peu

perdu dans la Belgique, confronté à des problèmes d'identité, j'ai décidé de faire la psychologie à Louvain-la-Neuve et je me suis engouffré dans la psychanalyse qui travaille principalement sur la mémoire, le passé et les origines. De là, je suis parti à la recherche des origines de ma propre famille dont on ne m'avait pas transmis grand chose. Toutes les familles

*Les filles de la famille Dahan,
Tililit 1930.*

ont leurs secrets. Même si on ne dit pas, le non-dit surgit tôt ou tard. Ainsi, ma famille ne voulait pas dire mes origines berbères parce qu'elles rappelaient beaucoup de souffrances. Mais ce pan de l'histoire familiale est réapparu, comme par hasard, quand, avec la femme que j'allais épouser, j'ai voulu visiter le sud-est berbère de mes origines. C'est là où tout s'est déclenché.

C'est là aussi où vous démarrez une collection qui touche au patrimoine culturel des juifs du Maroc. Bien que la cohérence entre votre quête des origines et votre entreprise de collectionneur soit évidente, quelle était précisément votre intention ?

Paul Dahan : Je n'étais pas collectionneur dans l'âme. Mon intérêt était porté par la recherche du sens de ma vie. Et pour ce faire, j'ai toujours pensé que le doute était le moteur du sens – et non la découverte du sens. En effet, le doute nous maintient dans une sorte d'état d'enfant où l'émerveillement domine plutôt que la satisfaction de l'acquis.

J'aime expérimenter le doute : il me permet d'accepter les différences (entre masculin et féminin, entre juif, musulman, chrétien, laïque, etc.), différences qui nous enrichissent. Le doute permet aussi d'apprendre à regarder l'autre sans le cataloguer. Ces délires qu'ont des gens de croire que, parce nous appartenons à telle communauté, nous sommes les meilleurs, sont liés à une fragilité identitaire qui peut mener à de la violence, voire à des guerres. De mon expérience en Israël, je me suis rendu compte que je ne pouvais pas supporter les identités rigides et strictes. En ce sens, Bruxelles me convient mieux.

Dans cette exposition où vous nous invitez à douter, vous ne semblez pas répondre aux questions en lien avec les « fragilités identitaires » que vous évoquez...

Paul Dahan : Je ne veux surtout pas apporter de réponse ! Je veux que les gens regardent. Chacun y verra ce qu'il veut



© Coll. Dahan-Hirsch, Bruxelles

bien. C'est sa mémoire qui va lui parler. J'invite les visiteurs à comprendre ce que je dis au travers de leurs propres exemples. Je veux tout simplement que chacun trace son chemin. Ma famille m'a appris que, dans le judaïsme, il s'agit de douter. Le questionnement signifie d'arrêter d'être convaincu. Conviction et extrémisme sont liés : c'est lorsqu'on est convaincu qu'on peut se radicaliser.

J'utilise aussi ma collection pour montrer l'histoire commune entre juifs et musulmans. Prenons l'exemple des amulettes comme la main de Fatma. Toute histoire est une histoire du désir, du moi par rapport au regard de l'autre ou comment l'autre me regarde avec son désir de me posséder. Quand le regard d'un homme pour posséder une femme devient dangereux, la femme doit se protéger. En plaçant la main de Fatma devant ses yeux, la femme cherche à éviter de s'aliéner avec le regard. La main et l'œil vont ensemble. La main protège le regard contre ce qu'on appelle le mauvais œil. On utilise ainsi les amulettes comme protections des populations fragiles, c'est-à-dire la femme et l'enfant, contre le désir de l'autre de les posséder, d'en faire sa chose. Ce sont les femmes qui ont créé ces amulettes pour se protéger. Le sens est le même aussi bien chez les juives que chez les musulmanes.



© Coll. Dahan-Hirsch, Bruxelles

Pour préparer ou prolonger la visite

Basé sur l'exposition au Musée Juif de Belgique, le Cahier pédagogique « Le corps des femmes : (re)présentations du féminin » se penche sur l'évolution de la condition des femmes, en débordant toutefois du cas spécifique marocain. Il met ainsi en avant les rapports entre sexes et genres, thème aujourd'hui à l'avant-plan de débats.

Après un détour par le monde animal avec le dimorphisme sexuel, François Braem, anthropologue et auteur du Cahier, aborde des angles aussi variés que contrastés tels que le vêtu et le nu : regards sur soi, regards de l'autre ; le passage à l'âge adulte ; les tenues vestimentaires comme affaire de culture, de classe sociale, de religion et de genre ; voiler ou dévoiler le corps de la femme au temps des colonies ; les droits reproductifs ; les déterminismes biologiques et les identités de genre ; le corps des femmes dans l'espace public ; la neutralité de la fonction publique et le port de signes convictionnels ; pour clore sur le vêtement dans l'espace scolaire.

Ce Cahier pédagogique de 51 pages est destiné à des groupes scolaires du secondaire ou associatifs, comme les maisons et centres de jeunes, associations de jeunesse, centres culturels, associations d'éducation permanente, projets interculturels ou interconvictionnels, projets de transmission de la mémoire, activités pour femmes issues de l'immigration, bureaux d'accueil pour primo-arrivants, activités liées à la cohésion sociale, ou bien encore à la promotion de la citoyenneté.

Chacun de ses chapitres se clôture par des « Questions à se poser » dont on se saisira comme pistes à creuser pour des recherches, interrogations individuelles ou débats de groupe.

Le Cahier est accessible en ligne :



A côté du monde des amulettes et des talismans, la femme découvre son visage, se rend attractive, prend le pouvoir. La beauté peut être un vecteur pour établir un état d'équilibre face au pouvoir. Par exemple, par leurs dessins symboliques, les tatouages permettent à la femme juive ou musulmane d'afficher son statut dans la famille et la société.

Je suis dans le particulier puisque la collection concerne le Maroc. Mais en même temps, je fais des allers-retours entre l'universel et le particulier. Prenez n'importe quelle population de femmes dans n'importe quelle région du monde, vous retrouverez la même constante, à savoir : « J'existe par rapport à l'extériorité ». Ce n'est pas le voile qui nous intéresse en tant que tel, mais tout ce qu'il existe derrière, invisible. De même, ce n'est pas en portant des mini jupes que la femme occidentale s'est libérée, parce que la vraie libération ne réside pas dans le corps ou à travers la liberté sexuelle, mais dans l'invisible.

Si la libération des femmes ne se réduit pas au corps, elle passe quand même par le corps !

Paul Dahan : Oui, la libération des femmes passe par le corps... Mais ce corps, dont la femme est dépendante, est aussi objet de souffrances. Et c'est précisément ce que l'exposition donne à voir. Qu'est-ce qui fait qu'une femme voilée va se trouver belle et qu'un homme va la trouver belle, alors qu'un autre éprouvera de la répulsion ? Qu'est-ce qui fait qu'une femme en minijupe aura une répulsion envers le même homme qui apprécie la femme voilée ? Expressions de la fragilité sociale, ces codes ne sont jamais définitifs. Et à chaque instant, ils sont en perte d'équilibre.

Vous présentez l'exposition comme « une éthique collective tributaire d'une esthétique singulière » à travers les costumes et les bijoux, dans un Maroc qui n'existe plus, puisqu'entre 1960 et aujourd'hui, la communauté juive est passée de 225.000 personnes (soit 3 % de la

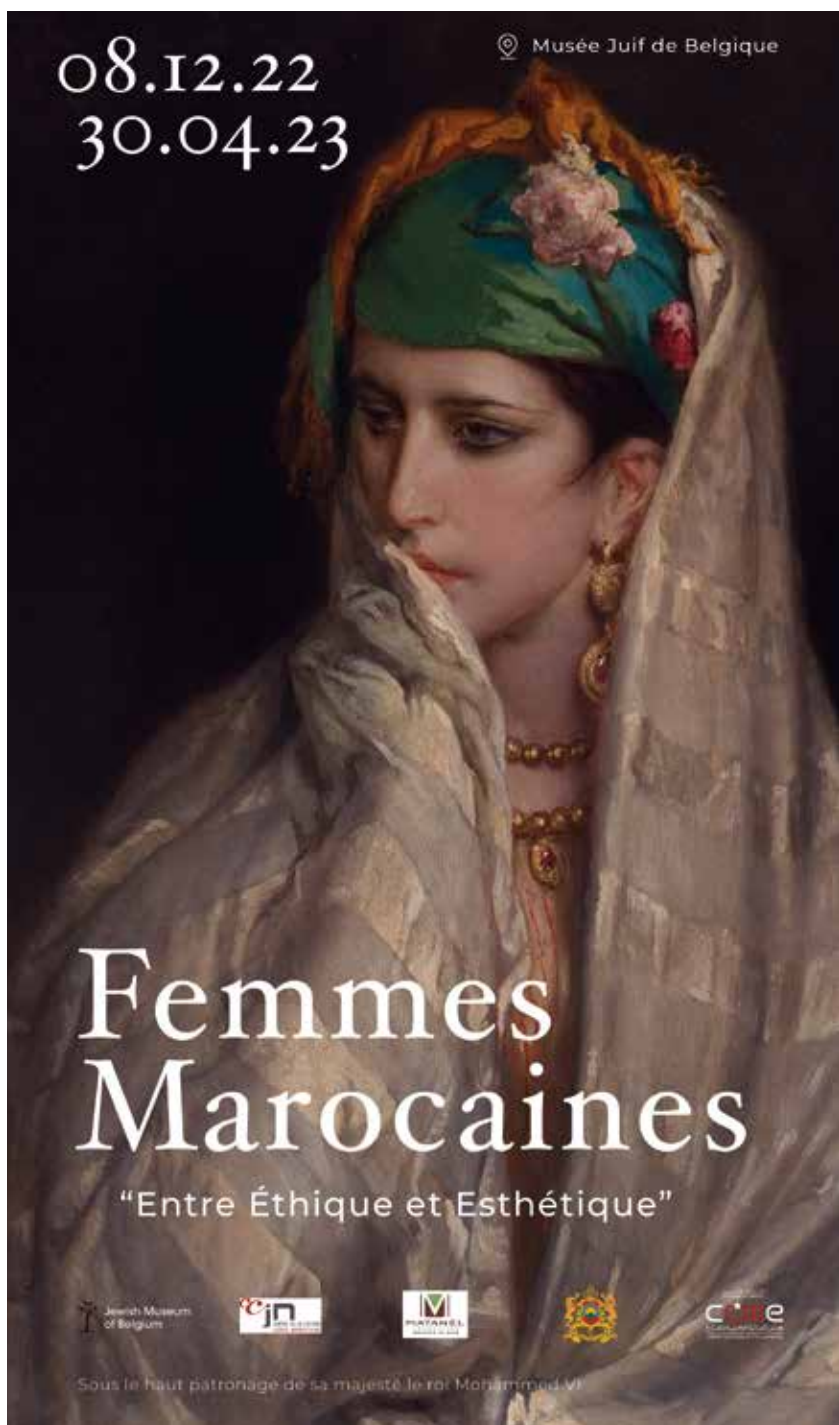
La Juive de Tanger.
Tableau de Jean Portaels (1818-1895),
Musée des Beaux-Arts de Charleroi.

population) à 2.000. Qu'est-ce que vous entendez par éthique collective ? Et quels sens donnez-vous à présenter cette exposition ici à Bruxelles ?

Paul Dahan : L'éthique collective englobe tout système qui a besoin de règles, principalement à travers le langage, pour ne pas sombrer dans un chaos qui mène à la violence. Dans l'histoire de l'humanité, ce sont avant tout les hommes qui ont géré et contrôlé le comportement des femmes, entre autres par la religion. Au lieu d'apprendre à l'homme à maîtriser ses pulsions, on a demandé à la femme de cacher. Aujourd'hui, en moins d'un siècle, beaucoup de ces codes ont volé en éclats, en tout cas en Occident. Nous le montrons dans l'exposition : au départ, les femmes étaient très voilées, emballées, masquées, avant de se dévoiler au fil du temps. L'évolution a été de comprendre que la famille peut continuer à exister tout en étant moins rigide.

Bruxelles est multiculturel. Lorsqu'on quitte son pays, tous les codes de vie qui fonctionnaient plus ou moins chez nous s'écroulent dans le pays d'accueil. Comment continuer à être reconnu quand on n'a pas les codes ? Comment être dans l'échange ? Si nous y arrivons sans peine avec la musique, les mots nous entraînent souvent dans des interprétations... J'utilise ma collection et mon expérience de la psychanalyse pour signifier le doute et le questionnement au travers des objets. Je suis tout ce que j'ai vécu. Je propose ainsi une réflexion accompagnée d'un cahier pédagogique (lire l'encadré) qui permet de toucher toute personne qui ne connaît pas son histoire, ou n'a pas les moyens de la connaître, ou encore est en perte d'identité. ▶

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli**



Au Musée Juif de Belgique :

- rue des Minimes 21, 1000 Bruxelles.
02 512 19 63
info@mjb-jmb.org
- Ouvert du mardi au vendredi de 10h à 17h,
les samedis et dimanches de 10h à 18h.

La fuite

Ecrivain. *Mathématiques congolaises* (2008),
Congo Inc. (2014), *La Belle de Casa* (2018), aux éd. Actes Sud.

In Koli Jean **BOFANE**

La fuite est un phénomène inéluctable dans le cas où une guerre surgit et s'étend. Comme lorsqu'un barrage cède sous la masse et la pression de l'eau, devenue ennemie, forçant à partir. A défaut de digues, on ne pourra pas arrêter sa propagation. Qu'on le veuille ou pas, la guerre frappera à la porte. Et il n'est pas évident de prendre en compte la réalité d'une catastrophe risquant d'engloutir tout ce qui est autour. Sous les aboiements inévitables du diable. La lucidité ne sera pas toujours assurée, dans ce cas-là. Le cerveau perdra de sa cohérence, le corps lui-même n'obéira plus à rien, la peur figera tout. Il faut un courage inouï pour pouvoir recouvrer ses esprits et ainsi échapper au trauma dans lequel on est déjà immergé. Et pour échapper à la mort, il faudra bien se résoudre à tout quitter : sa famille, sa maison, son environnement et partir vers un inconnu totalement opaque. L'obscurité peut épouvanter, c'est sûr. On prend le risque de perdre tous ses repères, alors qu'il faut partir.

Partir est toujours une épreuve. Mais vers quelle direction s'enfoncer, lorsque le ciel s'obscurcit soudain jusqu'à altérer la notion de soi-même ? Il n'existe aucune boussole pour diriger les êtres en

ces moments-là. Les étoiles elles-mêmes ne pourront apporter aucune réponse, aucune piste pour pouvoir se guider et atténuer les angoisses. Seul un souffle de mort vous poussera dans le dos, mais tel un vent mauvais, incapable de gonfler la moindre voile, inapte à porter vers un ailleurs désiré. Quels seront les nouveaux enjeux à affronter ? Nul ne pourra les identifier à l'avance. Ils seront colossaux, on ne se fiera plus à rien, à personne, d'autant plus que le territoire foulé le long d'une vie, et dont il a fallu se détacher, n'est plus rassurant ni porteur de promesses. Le tumulte trop violent annihilera le passé, le présent, le futur.

Alors, il ne restera que l'espoir. Qu'importe le chemin, aussi rocailleux soit-il, qu'importe si le fil de l'océan conduit aux abysses, que le sable éteigne le soleil à jamais, il faut partir. Et qu'importe la frontière puisque l'horizon – cette utopie – appartient à tous. Comment, dès lors, ne pas aspirer à cette terre au loin où des nuages semblent être tombés¹ ?

[1] «Du proverbe lingala (langue du Congo) : « Esika okoma te, mapata ekweya »,
« Là où tu n'es pas allé (à l'horizon), les nuages sont tombés ».
Equivalent de « L'herbe est plus verte ailleurs ».



NO BORDERS
JUST HORIZONS

Éditeur responsable : Alexandre Ansay

Responsable de rédaction : Nathalie Caprioli

Ont contribué à ce numéro : Chloé Angé, In Koli Jean Bofane, Massimo Bortolini, François Braem, Danièle Crutzen, Paul Dahan, Simon Debersaques, Zoi Dethier, Mohamed Fofana, Noé Grenier, Danielle Henuset, Valeria Lucera, Pascal Peerboom, Benjamin Renauld, Barrack Rima, Patrick Six, Laurent Thieule, Pierre Verbeeren, Marie Carmen de Zaldo.

Photo de couverture : Devant les portes de l'Office des étrangers.
© Eric de Mildt.

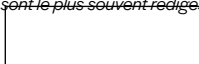
Comité éditorial : Ali Aouattah, Loubna Ben Yaacoub, François Braem, Vincent de Coorebyter, Kolé Gjeloshaj, Billy Kalonji, Younous Lamghari, Silvia Lucchini, Altay Manço, Marco Martiniello, Anne Morelli, Nouria Ouali, Andrea Rea.

Création graphique : Paul d'Artet

Mise en page : Pina Manzella

Impression : IPM

Les textes n'engagent que leurs auteurs. Les titres, intertitres et brefs résumés introductifs sont le plus souvent rédigés par la rédaction.



*Avec l'aide de la Commission communautaire française,
du Service d'éducation permanente, de la Fédération Wallonie-
Bruxelles et d'Actiris.*



imag est le bimestriel édité par
le **CBAI asbl** - Av. de Stalingrad, 24
1000 Bruxelles
tél. 02/289 70 50
imag@cbai.be - www.cbai.be



ABONNEZ-VOUS ! PRIX LIBRE

Payez en fonction de vos moyens
et soutenez le travail de l'équipe de rédaction.

Par numéro ou par an (5 n°)

Disponible en format papier et numérique.

Versez votre participation sur le compte

IBAN BE34 00107305 2190

Prix indicatif : 5 euros/numéro

En n'oubliant pas de préciser
vos **nom et adresse** en communication ainsi
que la mention **format papier ou numérique**.